



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 25 SEPTEMBRE, 1897.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2573

Nominations

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 15 septembre courant, (1897) de faire les nominations suivantes, savoir :

Commissaires d'écoles.

Argenteuil, Grenville No 1.—M. Robert McIntyre, en remplacement de M. Samuel Brennan.

Bagot, Saint-André d'Acton.—M. George Charette, en remplacement de M. Louis Bourgeois.

Berthier, Ile Saint-Ignace.—MM. Simon Plante, père, Henri Valois, fils d'Amable et Denis Cournoyer, en remplacement de MM. Albini Courchaine, Alfred Lincourt et Gilbert Chevalier.

Bonaventure, Paspébiac.—M. Napoléon Aspirot, en remplacement de M. Abel Chapados.

Maskinongé, Saint-Justin.—M. J. Adélaide Clément, en remplacement de lui-même, son terme d'office étant expiré.

Mégantic, Saint-Alphonse de Thetford.—MM. Louis Martel et Théodore Dumaïs, en remplacement d'eux-mêmes.

Wolfe, Wolfestown.—M. John McKelvey, en remplacement de M. Gédéon Côté.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 25th SEPTEMBER, 1897

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2574

Appointments

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased on the 15th of september instant, (1897), to make the following appointments, to wit :

School commissioners.

Argenteuil, Grenville No. 1.—Mr. Robert McIntyre, to replace Mr. Samuel Brennan.

Bagot, Saint-André d'Acton.—Mr. George Charette, to replace Mr. Louis Bourgeois.

Berthier, Ile Saint-Ignace.—Messrs. Simon Plante, senior, Henri Valois, son of Amable, and Denis Cournoyer, to replace Messrs. Albini Courchaine, Alfred Lincourt and Gilbert Chevalier.

Bonaventure, Paspébiac.—Mr. Napoleon Aspirot, to replace Mr. Abel Chapados.

Maskinongé, Saint-Justin.—Mr. J. Adélaide Clément, continued in office, his term having expired.

Mégantic, Saint-Alphonse de Thetford.—Messrs. Louis Martel and Théodore Dumaïs, continued in office.

Wolfe, Wolfestown.—Mr. John McKelvey, to replace Mr. Gédéon Côté.

Syndics d'écoles.

Bonaventure, Cox (New Carlisle).—M. Ange Joseph, en remplacement de M. Aimé Holmes, dont le mandat est expiré.

Brome, Eastman.—M. L. D. Phelps, en remplacement de lui-même. 3675

Proclamation

Canada
Province de
Québec }

J. A. CHAPLEAU.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DEUXIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

A TTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DEUXIEME jour du mois d'OCTOBRE mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, JEUDI, le ONZIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, Chevalier Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-TROISIEME jour de SEPTEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, et de Notre Règne la soixante et unième.

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancery, Québec.

3451

School trustees.

Bonaventure, Cox (New Carlisle).—Mr. Ange Joseph, to replace Mr. Aimé Holmes whose term has expired.

Brome, Eastman.—Mr. L. D. Phelps, continued in office. 3676

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec. }

J. A. CHAPLEAU.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SECOND day of OCTOBER in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-seven, you and each of you—GREETING :

PROCLAMATION.

W HEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SECOND day of the month of OCTOBER, one thousand eight hundred and ninety-seven, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

Now Know YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on THURSDAY, the ELEVENTH day of the month of NOVEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable Sir JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, Knight Commander of Our Most Distinguished Order of St. Michael and St. George, member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY - THIRD day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-seven, and in the sixty-one year of Our Reign.

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Crown in Chancery, Québec.

3452

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUEBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :
Adj. 6533.

Ponsonby.

Lot 14, du 6e rang, à Arsène Ippersiel.

E. E. TACHÉ,
Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 13 septembre 1897.

PROVINCE DE QUEBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :
Adj. 6532.

Aldfield.

Lots 36 et 37, du 6e rang, à Herman Thrun.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 13 septembre 1897.

PROVINCE DE QUEBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton Dablon.

3e rang.

Lot A, à Guillaume Larouche.

Lot 1, à M. Harvey.

Canton Maria.

Lot 18, du 2e rang, partie est, à Etienne Guillaume.

Canton Hocquart.

7e rang.

$\frac{1}{2}$ S. O. du lot 1, à Apoline Lafrance.

Lot 2, à Etienne Boucher.

$\frac{1}{2}$ N. E. du lot 3, à Germain Ouellet.

Lot 4, à Germain Ouellet.

$\frac{1}{2}$ N. E. du lot 9, à Félix Albert.

$\frac{1}{2}$ S. O. du lot 10, à Félix Albert.

Canton Cranbourne.

Lot 12, du 10e rang, à Elizabeth Ken.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 18 septembre 1897.

3589-2

Government Notice

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :
Adj. 6533.

Ponsonby.

Lot 14, in the 6th range, to Arsène Ippersiel.

E. E. TACHÉ,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 13th September, 1897.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of this notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :
Adj. 6532.

Aldfield.

Lots 36 and 37, in the 6th range, to Herman Thrun.

E. E. TACHÉ,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forest and Fisheries.
Quebec, 13th September, 1897.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Dablon.

3rd range.

Lot A, to Guillaume Larouche.

Lot 1, to M. Harvey.

Township Maria.

Lot 18, of 2nd range, east part, to Etienne Guillaume.

Canton Hocquart.

7th range.

S. W. $\frac{1}{2}$ of lot 1, to Apoline Lafrance.

Lot 2, to Etienne Boucher.

N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 3, to Germain Ouellet.

Lot 4, to Germain Ouellet.

N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 9, to Félix Albert.

S. W. $\frac{1}{2}$ of lot 10, to Félix Albert.

Township Cranbourne.

Lot 12, of 10th range, to Elizabeth Ken.

E. E. TACHÉ,
Assistant commissioner.

Department of Lands,
Forest and Fisheries.
Quebec, 18th September, 1897.

3590

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 16 septembre 1897.

Un avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par Victor Morin, écrivain, notaire public, de la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoires et index de feu Onésime Marin, François Joseph Durand et Casimir Fidèle Papineau, en leur vivant, écrivains, notaires publics, du même lieu, en vertu des dispositions du code du notariat, art. 3685 S.R.P.Q.

J. E. ROBIDOUX,
3627-2 Secrétaire de la province.

EXTRAITS DES REGLES ET RÈGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoir, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation d'une profession, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'une taxe locale, la division d'un comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'un canton, le changement de site d'un chef lieu, ou d'un bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'un individu, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 16th September 1897.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant-governor by Victor Morin, esquire, notary public of the city of Montreal, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertoires and index of the late Onésime Marin, François Joseph Durand and Casimir Fidèle Papineau, in their lifetime esquires, Notaries Public of the same place, in virtue of the provision of the Notarial Code, Art. 3685 R. S. P. Q.

J. E. ROBIDOUX,
3628 Provincial secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and one newspaper in the French language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public;

doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés ; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passage devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé ; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2569

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluses, digues, glissoirs ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social ; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité ; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale ; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature ; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux ; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une

accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof ; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

2570

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local offices ; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any

concession de canton ; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné ; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire du bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“ Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire élargir et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. ”

matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected ; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition ; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

"To us les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire mender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

"Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

2571

L. G. DESJARDINS
Greffier de l'Assemblée Législative.

ERRATUM.

Page 1963, de la *Gazette Officielle de Québec* du 21 août 1897, nomination de juges de paix pour le district de Montmagny, dans la paroisse de Saint-Roch des Aulnaies, au lieu de Augustin Dupuis et Joseph Pelletier, lire : Auguste Dupuis et George Pelletier. 3671

Demandes à la Législature

CORPORATION DE LA CITE DES TROIS-RIVIERES.

Avis public est par le présent donné que la corporation de la cité des Trois-Rivières fera application à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la charte de la cité et les actes qui l'amendent, dans les parties qui ont rapport à l'imposition et la collection des taxes municipales, scolaires et autres charges, à l'amélioration et l'entretien des chemins, à la construction d'égoûts, à l'émission de debentures et pour d'autres fins.

3631

L. T. DESAULNIERS,
Sec.-Trés. Corp. des Trois-Rivières.

AVIS PUBLIC.

La cité de Sorel s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements aux lois constitutives de la dite cité, pour les fins suivantes, savoir : quant aux dispositions relatives aux peines et pénalités infligibles pour infraction à la loi et aux règlements concernant le fond d'amortissement et la conversion de dette ; pour l'imposition d'une taxe d'affaires sur une échelle d'après la valeur du loyer ; pour plus amples dispositions quant aux procédés en contrainte de paiement pour taxes, et pour diverses autres matières d'administration municipale.

Hôtel-de-Ville,
Sorel, 20 août 1897.

3437-4

All Bills authorizing the building of any railways turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets ;

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bill office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

2572

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

ERRATUM.

Page 1963 of the *Quebec Official Gazette* of the 21st of August, 1897, appointments of justices of the peace for the district of Montmagny, in the parish of Saint Roch des Aulnaies, instead of Augustin Dupuis and Joseph Pelletier, read : Auguste Dupuis and George Pelletier. 3672

Applications to the Legislature

CORPORATION OF THE CITY OF THREE RIVERS.

Public notice is hereby given that the corporation of the city of Three Rivers, will make application to the legislature of the province of Quebec, at the next session, for amendment to the city charter and the acts amending the same, in the portions relating to the levying and collection of municipal taxes, school taxes and other charges, to the making and repairing of roads and the building of drains, and to the issue of debentures, and for other purposes.

3682

L. T. DESAULNIERS,
Sec. Treas. Corp. of Three Rivers.

PUBLIC NOTICE.

The city of Sorel shall apply to the legislature of Quebec, at its next session, to obtain amendments to its incorporating acts for the following purposes, to wit : as to provisions concerning fines and penalties imposed for offences against the city charter and its by-laws concerning sinking fund and conversion of debt ; for levying a business tax on a scale of rental value ; for more ample provisions as to proceedings in enforcing payment of taxes, and for several other matters of municipal administration.

City Hall,
Sorel, 20th August, 1897.

3438

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'un acte incorporant "La compagnie de Téléphone de Beauce", dans le but d'établir des lignes de communication par téléphone dans la province de Québec, avec tous les pouvoirs nécessaires et ordinaires accordés aux compagnies incorporées pour telles fins.

TASCHEREAU & PACAUD,
Solliciteurs des requérants.
Saint-Joseph, Beauce, 15 septembre 1897. 3607-2

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec at its next session for the passing of an act to incorporate "The Beauce Telephone Company", for the purposes of establishing lines of communication by telephone in the province of Quebec, with all the necessary powers usually granted to companies incorporated for such purposes.

TASCHEREAU & PACAUD,
Solicitors for applicants.
Saint Joseph, Beauce, 15th September, 1897. 3608

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No. 459.

Dame Marie Céline Jobin, de la cité de Québec, épouse de Olivier Bresse, manufacturier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Olivier Bresse, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le seize septembre courant.

3673 TURGEON & LACHANCE,
Procureurs de la Demanderesse.

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Ottawa. }
No. 338.

Dame Catherine Neville, le troisième jour de septembre courant, a institué une action en séparation de biens contre son mari, Michael Boyle, de l'endroit connu comme Maniwaki, district d'Ottawa.

J. M. McDOUGALL,
Son procureur ad litem.
Hull, 20 septembre 1897. 3683

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Trois-Rivières. }
No. 585.

Dame Marie Emelie Bella Bondy, épouse de Joseph Arthur Sauvageau, commerçant, de la cité des Trois-Rivières, a, le quatre septembre courant, pris une action en séparation de biens contre son époux.

R. S. COOKE,
Procureur de la demanderesse.
Trois-Rivières, 14 septembre 1897. 3593-2

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No. 175.

Virginie Audibert, épouse commune en biens de Octave Vézina, confiseur, de la cité de Québec, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Octave Vézina, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, ce jour.

J. A. ROCHETTE,
Procureur de la demanderesse.
Québec, 8 septembre 1897. 3543-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2419.

Dame Marie Joséphine Bourque, des cité et district de Montréal, donne avis qu'elle a ce jour poursuivi son mari Toussaint Joseph Préfontaine en séparation de biens.

ANGERS, DE LORIMIER & GODIN,
Procureurs de la Demanderesse.
Montréal le 8 septembre 1897. 3579-3

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 459.

Dame Marie Céline Jobin, of the city of Québec, wife of Olivier Bresse, manufacturer, of the same place, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs.

The said Olivier Bresse, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 16th September instant.

3674 TURGEON & LACHANCE,
Attorneys for plaintiff.

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Ottawa. }
No. 338.

Dame Catherine Neville has, on the third day of September instant, instituted an action for separation of property against her husband, Michael Boyle, of the place known as Maniwaki, district of Ottawa.

J. M. McDOUGALL,
Her attorney ad litem.
Hull, 20 septembre 1897. 3684

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Three Rivers. }
No. 585.

Dame Marie Emelie Bella Bondy, wife of Joseph Arthur Sauvageau, trader, of the city of Three Rivers, has, on the 4th of September instant, taken an action in separation as to property against her said husband.

R. S. COOKE,
Attorney for plaintiff.
Three Rivers, 14th September, 1897. 3594

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 175.

Dame Virginie Audibert, wife common as to property of Octave Vézina, confectioner, of the city of Quebec, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs.

The said Octave Vézina, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day.

J. A. ROCHETTE,
Attorney for plaintiff.
Quebec, 8th September, 1897. 3544

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2419.

Dame Marie Josephine Bourque, of the city and district of Montreal, gives hereby notice that she has this day sued her husband Toussaint Joseph Préfontaine for separation as to property.

ANGERS, DE LORIMIER & GODIN,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 8th September, 1897. 3580

Province de Québec, }
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
 No. 214.

Dame Marie Amanda Leguerrier, du village de Sainte-Thérèse de Blainville, dans le district de Terrebonne, épouse de Camille Gratton, manufacturier de briques, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

N. B. NANTEL,

Procureur de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 19 août 1837. 3381-5

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 525.

Dame Helen Beaufoy, de la paroisse du Sault-au-Récollet, épouse commune en biens de Arthur Baylis, maintenant de pays inconnus,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Arthur Baylis, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée ce jour par la demanderesse en cette cause contre le défendeur.

SICOTTE, BARNARD & MACDONALD,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 24 août 1897. 3393-5

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District d'Ottawa. }
 No 334

Dame Arline Bélanger, de la paroisse de Saint-André Avellan, district d'Ottawa, épouse commune en biens de Victor Lalonde, commerçant, cultivateur et huissier du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Victor Lalonde, Défendeur.
 La demanderesse a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre le défendeur.

MAJOR & GOYETTE,

Proc. de la demanderesse.

Hull, 31 août 1897. 3495-4

Avis est par le présent donné que sous un mois après la dernière publication de cet avis, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par les requérants ci-après nommés, pour obtenir des lettres-patentes en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant en corps politique et incorporé sous le nom et pour les fins suivantes :

1° Le nom de la compagnie sera "The Gilbert Beauce Gold Mining Company."

2° Les objets pour lesquels la corporation est demandée sont d'acquérir des terrains miniers et droits de mines et l'exploitation des mines d'or ou autres métaux dans le district de Beauce, province de Québec.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la paroisse de Saint-François, comté de Beauce.

4° Le montant du fonds social sera de cinq mille piastres divisé en mille parts de cinq piastres chacune.

Les noms, adresses et professions des requérants sont : Joseph Godbout, écuyer, médecin, M. P., de Saint-François, Beauce ; Gustave alias George Chaussegros de Lory, écuyer, notaire, de la cité de Québec ; Philippe Angers, écuyer, notaire ; Blaise Letellier, écuyer, avocat ; Alfred Fortier, écuyer, marchand ; Léonard Boivin, écuyer, bijoutier ; Edouard Loubier, écuyer, mineur, ces derniers toutes de la paroisse de Saint-François, Beauce, lesquels sont les premiers directeurs de la compagnie, tous sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

BLAISE LETELLIER,

Avocat.

Saint-François N. E., Beauce, 1er septembre 1897. 3469-4

Province of Quebec, }
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*
 No. 214.

Dame Marie Amanda Leguerrier, of the village of Sainte Thérèse de Blainville, in the district of Terrebonne, wife of Camille Gratton, brickmaker, of the same place, has, to day, instituted an action in separation as to property against her husband.

N. B. NANTEL,

Attorney for plaintiff.

Sainte Scholastique, 19th August, 1897. 3382

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 525.

Dame Helen Beaufoy, of the parish of Sault au Recollet, wife common as to property of Arthur Baylis, now of parts unknown,

Plaintiff ;

vs.

The said Arthur Baylis, Defendant.
 An action in separation as to property has been this day instituted by plaintiff herein against defendant.

SICOTTE, BARNARD & MACDONALD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 24th August, 1897. 3394

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Ottawa. }
 No. 334.

Dame Arline Bélanger, of the parish of Saint André Avellan, district of Ottawa, wife commune en biens of Victor Lalonde, trader, farmer and bailiff of the same place, and duly authorized to ester en justice aux fins des présentes,

Plaintiff ;

vs.

And the said Victor Lalonde, Defendant.
 The Plaintiff has, this day, instituted an action en séparation de biens against the defendant.

MAJOR & GOYETTE,

Atty. for Plaintiff

Hull, 31st August, 1897. 3496

Notice is hereby given that within one month from the last publication of this notice application will be made to the lieutenant governor of the province of Québec by the petitioners hereinafter named to obtain letters patent under the joint stock companies' incorporation act, constituting them a body politic and corporate under the name and for the purposes following :

1. The name of the company will be "The Gilbert Beauce Gold Mining Company".

2. The objects for which incorporation is sought are to acquire mining lands and mining rights, and to work mines of gold or other metals in the district of Beauce, province of Quebec.

3. The principal place of business of the company will be in the parish of Saint Francis, county of Beauce.

4. The amount of the capital stock will be five thousand dollars, divided into one thousand shares of five dollars each.

The names, addresses and occupation of the petitioners are Joseph Godbout, esquire, physician, M. P., of Saint Francis, Beauce ; Gustave alias George Chaussegros de Lory, esquire, notary, of the city of Québec ; Philippe Angers, esquire, notary, Blaise Letellier, esquire, advocate, Alfred Fortier, esquire, merchant, Léonard Boivin, esquire, jeweller, Edouard Loubier, esquire, miner, the latter being all of the parish of Saint Francis, Beauce, which said parties will be the first directors of the company, and are all residents of Canada and subjects of Her Majesty.

BLAISE LETELLIER,

Advocate.

Saint Francis, N. E. Beauce, 1st September, 1897. 3470

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No 157.

Dame Joséphine Roy, de la paroisse de Saint-Blaise, dans le district d'Iberville, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté devant la cour supérieure du district d'Iberville, une action en séparation de biens contre son époux, Louis Toupin, du même lieu.

GIRARD & PELLETIER,
Procureurs de la demanderesse.
St-Jean, 5 juin 1897. 3605-2

Cour Supérieure—District de Québec.
No 33.

Dame Helen Madden, de Limoilou, dans le district de Québec, épouse commune en biens de John Denney, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée aux fins des présentes par l'un des honorables juges de cette cour, Demanderesse ;

vs.
Le dit John Denney, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

MILLER & DORION,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 24 août 1897. 3531-3

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 608.

Dame Anna Luneau, de la paroisse de Saint-Fortunat de Wolfestown, épouse de Honoré Bécotte, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.
Le dit Honoré Bécotte, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, ce jour.

COTÉ & GIROUARD,
Avocats de la demanderesse.
Daté, ce 4 de septembre 1897. 3533-3

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé sous le nom et dans le but ci-après mentionnés.

1° Le nom incorporé proposé de la compagnie sera "The William Drysdale Company, en commandite" éditeurs, libraires et importateurs.

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de continuer les anciennes affaires établies de William Drysdale & Cie.

(a) de faire, publier, acheter, vendre et faire le commerce de livres de toute sorte, papeterie et objets de fantaisie ;

(b) de faire les affaires d'éditeurs, libraires et marchands en général ;

(c) d'acquérir, construire, louer et maintenir toutes bâtisses et propriétés nécessaires pour faire les susdites affaires et en disposer de nouveau.

(d) d'acquérir et se servir de l'eau, vapeur, électricité ou autre pouvoir pour les susdits objets.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de cinquante mille piastres (\$50,000) sur lequel montant quinze mille piastres (\$15,000) seront des actions préférentielles portant intérêt à six par cent garanti sur les profits des affaires comme étant la première charge, la balance du fonds social, trente-cinq mille piastres (\$35,000) étant des actions ordinaires.

5° Le nombre d'actions sera de cinq mille et le montant de chaque action sera de dix piastres.

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 157.

Dame Joséphine Roy, of the parish of Saint-Blaise, in the district of Iberville, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted before the superior court of said district of Iberville, an action *séparation de biens* against her husband Louis Toupin, farmer, of the said parish.

GIRARD & PELLETIER,
Attorneys for Plaintiff.
Saint John's, 5th June, 1897. 3606

Superior Court—District of Québec.
No. 33.

Dame Helen Madden, of Limoilou, in the district of Québec, wife common as to property of John Denney, of the same place, farmer, duly authorized to take this action by one of the honorable judges of this court, Plaintiff ;

vs.
The said John Denney, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause, this day.

MILLER & DORION,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 24th August, 1897. 3532

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 608.

Dame Anna Luneau, of the parish of Saint Fortunat de Wolfestown, wife of Honoré Becotte, trader, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.
The said Honoré Becotte, Defendant.
An action in separation as to property has been, this day, instituted in this cause.

COTÉ & GIROUARD,
Attorneys for the plaintiff.
Dated, this 4th September, 1897. 3534

Public notice is hereby given that within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the "Joint Stock Companies Incorporation Act" and amendments, constituting the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company a body corporate and politic under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The proposed corporate name of the company is "The William Drysdale Company, Limited," publishers, booksellers, stationers and importers.

2. The purposes for which incorporation is sought are : to take over the old established business of William Drysdale & Co.

(a) To manufacture, publish, buy, sell and deal in books of all kinds, stationery and fancy goods, &c. ;

(b) To carry on the business of general publishers, booksellers and stationers and general merchants ;

(c) To acquire, construct, lease and maintain all buildings and properties necessary or convenient for the proper carrying on of the business aforesaid and again dispose of the same.

(d) To acquire and use water, steam, electric or other power for the purposes aforesaid.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The intended amount of the capital stock is fifty thousand dollars (\$50,000), of which fifteen thousand dollars (\$15,000) to be preferred stock bearing interest at six per cent secured upon the profits of the business as a first charge thereon, the rest of the stock thirty-five thousand dollars (\$35,000) being ordinary stock.

5. The number of shares is to be five thousand and the amount of each share is to be of the value of ten dollars.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit : William Drysdale, marchand, Montréal ; Révd. David W. Morison, de Ormatown ; John Alexander Hawthorne ; James Allan MacKay, tous deux de Montréal ; Benjamin Nathaniel Wales, docteur en médecine, de Robinson, tous sujets de Sa Majesté, lesquels seront les premiers directeurs provisoires de la dite compagnie.

A. ROBERTSON,
Solliciteur des requérants.

Québec, 10 septembre 1897. 3573-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1504.

Madame Elmire Dagenais, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Zotique Corbeil, fabricant, du dit lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Zotique Corbeil, Défendeur.
La demanderesse donne avis qu'elle a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

RAINVILLE, ARCHAMBEAULT
& GERVAIS,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 1er septembre 1897. 3457-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1503.

Madame Ludvine Parizeau, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Gilbert I. Léveillé, fabricant, du dit lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse.

vs.

Le dit Gilbert I. Léveillé, Défendeur.
La demanderesse donne avis qu'elle a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

RAINVILLE, ARCHAMBEAULT
& GERVAIS,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 1er septembre 1897. 3459-4

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'une assemblée spéciale générale des actionnaires de la Compagnie Electrique de Hull, aura lieu au bureau de la compagnie, dans la ville d'Aylmer, lundi, le 4e jour d'octobre 1897, à 2.30 heures de l'après-midi, laquelle dite assemblée a été et est par le présent convoquée par le par le président et les directeurs et secrétaire trésorier de la dite compagnie conformément à une requisition écrite, signée par les actionnaires ayant au moins la moitié du fonds social souscrit de la compagnie, et que la dite assemblée a été ainsi convoquée pour considérer et régler les affaires suivantes :

1° Pour considérer, si il est jugé à propos, de passer la résolution conjointe, soit avec ou sans modifications. "Que le fonds social de la compagnie soit augmenté jusqu'à \$400,000 par l'émission de 1000 actions de \$100 chacune.

2° Pour considérer la convention, datée le 29e jour de janvier 1896, faite entre Messieurs R. H. Conroy et W. J. Conroy en première part, et Messieurs E. Seybold, C. Magee, J. B. Fraser et A. Fraser en deuxième, troisième, quatrième et cinquième part respectivement, par laquelle MM. Conroy, consentent, entre autre choses, qu'ils transporteront à la susdite compagnie tous leurs intérêts dans la compagnie à fonds social connue sous le nom de Deschenes Electric Company, (en commandite), et de passer telles résolutions jugées à propos et en rapport avec les intérêts ou les actions ainsi consenties à être transportées, soit en la possession des

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : William Drysdale, merchant, Montreal ; Rev. David W. Morison, of Ormatown ; John Alexander Hawthorne ; James Allan MacKay, both of Montreal ; Benjamin Nathaniel Wales, doctor of medicine, of Robinson, all subjects of Her Majesty and who are to be the first provisional directors of the said company.

A. ROBERTSON,
Sollicitor for applicants.

Quebec, 10th September, 1897. 3574

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1504.

Dame Elmire Dagenais, of the city of Montreal, in the district of Montreal, wife common as to property of Zotique Corbeil, manufacturer, of the same place, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs.

The said Zotique Corbeil, Defendant.
The plaintiff gives notice that she has taken an action for separation as to property, this day.

RAINVILLE, ARCHAMBEAULT
& GERVAIS,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 1st September, 1897. 3458

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1503.

Dame Ludvine Parizeau, of the city of Montreal, in the district of Montreal, wife common as to property of Gilbert I. Léveillé, manufacturer, of the same place, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs.

The said Gilbert I. Léveillé, Defendant.
The plaintiff gives notice that she has taken an action for separation as to property, this day.

RAINVILLE, ARCHAMBEAULT
& GERVAIS,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 1st September, 1897. 3460

NOTICE.

Take notice that a special general meeting of the shareholders of the Hull Electric Company, will be held at the said company's office, in the town of Aylmer, on Monday the 4th day of October, 1897, at 2.30 o'clock in the afternoon, which said meeting has been and is hereby called by the president and directors and secretary-treasurer of the said company pursuant to a written requisition, signed by shareholders holding at least one-half of the subscribed capital stock of the said company, and that the said meeting has been so called to consider and deal with the following matters :

1. To consider and, if thought proper, to pass the subjoined resolution, either with or without any modifications : " That the capital stock of the company be increased to \$400,000, by the creation of 1000 shares of \$100 each.

2. To consider an agreement dated the 29th day of January, 1896, and made between Messrs. R. H. Conroy and W. J. Conroy of the first part, and Messrs. E. Seybold, C. Magee, J. B. Fraser and A. Fraser, of the second, third, fourth and fifth parts respectively, whereby the Messrs. Conroy agreed, among other things, that they would transfer and convey to the above named company all their interest in the joint stock company known as the Deschenes Electric Company (Limited) ; and to pass such resolutions as are thought proper dealing with the interest or the shares so agreed to be transferred and conveyed, whether still retained by the

MM. Conroy ou des fidei commissaires, pour la Compagnie Électrique de Hull.

Par ordre du président, directeurs et secrétaire-trésorier.

J. B. FRASER,
Secrétaire-Trésorier.

Daté à Aylmer, ce 14^e jour de septembre 1897.
3655-2

Messrs. Conroy or held by trustees for the Hull Electric Company.

By order of the president, directors and secretary-treasurer.

J. B. FRASER,
Secretary-treasurer.

Dated at Aylmer, the 14th day of September, 1897.
3656

Avis de Faillites

Dans l'affaire de Antoine Desjardins, chapelier, de la cité de Montréal. Failli.

Je, soussigné, Henry Frost, comptable, de la cité de Montréal, ai été nommé curateur dans cette affaire.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations devant moi sous trente jours.

H. FROST,
Curateur.

Chambre 73, Imperial Building.
Montréal, 16 septembre 1897. 3663

Cour Supérieure—Montmagny.
No. 81.

Ludger Laliberté, Requérent ;

vs.

Anselme Talbot, cultivateur et commerçant, de la paroisse de Saint-Thomas. Failli.

Je, soussigné, donne avis qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge H. C. Pelletier, et sur avis des créanciers convoqués à cet effet pour le 18 septembre courant, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, et messieurs Georges Demers, courtier, de la cité de Québec, et Joseph Nicole, cultivateur, de la paroisse de Saint-Thomas, ont été nommés inspecteurs.

En conséquence, je donne avis aux créanciers d'avoir à produire, entre mes mains, dans un délai de trente jours, leurs réclamations attestées sous serment.

FORT. G. BERNIER,
Curateur.

P. AUG. CHOQUETTE,
Procureur du réquérent.

Montmagny, 20 septembre 1897. 3669

Province de Québec, { Cour Supérieure.
District de Montréal. }

In re Canadian Trading and Shipping Co.,
En liquidation.

Un dividende final a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 11 octobre 1897.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Liquidateurs.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 25 septembre 1897. 3679

Province de Québec, { Cour Supérieure.
District de Montréal. }

In re Paul Prozesky, restaurateur de Montréal,
Failli ;

et

Alex. Desmarteau, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 12^e jour d'octobre 1897, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.

No. 1598, rue Notre-Dame.
Montréal, 22 septembre 1897. 3693

Bankrupt Notices

In the matter of Antoine Desjardins, hatter, of the city of Montreal. Insolvent.

Notice is hereby given that I, Henry Frost, accountant, of the city of Montreal, was on the 16th day of September, 1897, duly appointed curator to the above named estate.

Creditors are hereby requested to file their claims with me within thirty days from date hereof.

H. FROST,
Curator.

Room 73, Imperial Building.
Montreal, 16th September, 1897. 3664

Superior Court—Montmagny.
No. 81.

Ludger Laliberté, Petitioner ;

vs.

Anselme Talbot, farmer and trader, of the parish of Saint Thomas. Insolvent.

I, the undersigned give notice that by order of the honorable judge H. C. Pelletier and on notice to the creditors assembled for the 18th day of September instant, I have been appointed curator to the above estate and Messrs. George Demers, broker, of the city of Quebec and Joseph Nicole, farmer, of the parish of Saint Thomas, have been appointed inspectors.

Accordingly I give notice to the creditors to file their claims at my office, duly attested under oath, within thirty days.

FORT. G. BERNIER,
Curator.

P. AUG. CHOQUETTE,
Attorney for petitioner.

Montmagny, 20th September, 1897. 3670

Province of Quebec, { Superior Court
District of Montreal. }

In re Canadian Trading and Shipping Co.,
In liquidation.

A final dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after the 11th October, 1897.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Liquidators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 25 September, 1897. 3680

Province of Quebec, { Superior Court.
District of Montreal. }

In re Paul Prozesky, restaurant-keeper, of Montreal,
Insolvent ;

and

Alex. Desmarteau, Curator.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 12th day of October, 1897, after which date dividend will be payable at my office.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.

No. 1598, Notre Dame street.
Montreal, 22nd September, 1897. 3694

AVIS DE CESSION.

Avis public est donné que G. Bresse & Cie, de la cité de Québec, ont ce jour fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec.

D. ARCAND,
Gardien provisoire.

Québec, 17 septembre 1897.

3665

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de End, Metayer & Company, de Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième bordereau de dividendes de dix centins dans la piastre a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 12e jour d'octobre prochain, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau "The Western Loan and Trust Company Ltd."

W. BARCLAY STEPHENS,
Curateur.

Bureau de
The Western Loan and Trust Company Ltd.,
13, rue Saint-Sacrement.

Montréal, 25 septembre 1897.

3685

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }

Dans l'affaire de Albert E. Fox, de la ville de Coaticook, commerçant, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection pendant les quinze jours après le vingt-cinquième jour de septembre courant (1897), après lequel délai les dividendes seront payables à mon bureau, dans la bâtisse de l'hôtel de ville, à Coaticook.

JOHN FRASER,
Curateur.

Coaticook, Qué., 23 septembre 1897.

3695

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re L. B. Bonin, marchand de meubles, de Montréal, Failli.

et

Alex. Desmarteau, Curateur.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 12e jour d'octobre 1897, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.

No. 1598, rue Notre-Dame.

Montréal, 22 septembre 1897.

3691

In re N. Geo. Pelletier, Fraserville, Failli.

Avis est par les présentes donné, qu'un premier et dernier bordereau de dividende dans cette affaire a été préparé et déposé dans mon bureau, le 15 septembre courant et est payable quinze jours après cette date.

SILVIO PELLETIER,
Curateur.

Fraserville, 22 septembre 1897.

3707

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que J. O. Martel, confiseur, de Québec, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 21 septembre 1897, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec.

PARADIS & JOBIN,
Comptables Publics.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu,
Québec, 23 septembre 1897.

3711

NOTICE OF ASSIGNMENT.

Public notice is hereby given that G. Bresse & Co., of the city of Quebec, have this day made an abandonment of their property, for the benefit of their creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec.

D. ARCAND,
Provisional guardian.

Quebec, 17th September, 1897.

3666

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of End, Métayer & Company, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a second dividend effect of ten cents in the dollar has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 12th day of October next, after which date dividend will be paid at my office, The Western Loan and Trust Company Ltd."

W. BARCLAY STEPHENS,
Curator.

Office of
The Western Loan & Trust Company Ltd.,
13, Saint Sacrement street.

Montreal, 25th September, 1897.

3686

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }

In the matter of Albert E. Fox, of the town of Coaticook, trader, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection for fifteen days from the twenty-fifth day of September instant (1897), after which dividends will be payable at my office, in the town hall building, Coaticook.

JOHN FRASER,
Curator.

Coaticook, Que., 23rd September, 1897.

3696

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re L. B. Bonin, Furniture dealer, of Montreal, Insolvent.

and

Alex Desmarteau, Curator.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 12th day of October, 1897, after which date dividends will be payable at my office.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.

No. 1598, Notre Dame street.

Montreal, 22th September, 1897.

3692

In re N. Geo. Pelletier, Fraserville, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and filed in my office on the 15th of September instant, and is payable fifteen days after this date.

SILVIO PELLETIER,
Curator.

Fraserville, 22nd September, 1897.

3708

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that J. O. Martel, confectioner, of Quebec, has, on the 21st of September, 1897, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec.

PARADIS & JOBIN,
Public Accountants.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building,
Quebec, 23rd September, 1897.

3712

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Gagnon & Vaillancourt, manufacturiers de
chaussures, de Montréal, Faillies;
et

Chs. Desmarteau, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de dividende a
été préparé en cette affaire et sera sujet à objection
jusqu'au 12^e jour d'octobre 1897, après laquelle date
les dividendes seront payables à mon bureau.

CHS. DESMARTEAU,
Curateur.
par *A. Desmarteau,*
Successeur.

No 1598, rue Notre-Dame.
Montréal, 22 septembre 1897. 3689

In re J. B. Boutin, Saint-Joseph de Lévis,
Insolvent.

Avis public est donné qu'un bordereau de divi-
dende a été préparé en cette affaire, lequel sera sujet
à objection jusqu'au 9 octobre prochain.

D. ARCAND,
3717 Curateur.

Province de Québec, }
District de Saguenay. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Tremblay & Larouche, marchands
de Mille Vaches, Faillies.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un
ordre de la cour en date du 22^e jour de septembre
1897, les soussignés ont été nommés curateurs-con-
joints aux biens en cette affaire.

Les créanciers des dits faillies sont requis de
produire leurs réclamations attestées sous serment à
notre bureau, No 48, rue Saint-Pierre, Québec,
dans un délai de trente jours à compter du présent
avis.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs-conjoints.
Québec, 23 septembre 1897. 3709

Licitation

Province de Québec, }
District de Québec. }

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la
cour supérieure, siégeant à Québec, dans le district
de Québec, le 21 septembre, 1897, dans une cause
dans laquelle Alfred Samson, employé civil, de la
cité de Québec, Laure Samson, fille majeure, actuel-
lement résidant en la paroisse de Sainte-Anne de
Beaupré, novice dans la congrégation des révéren-
des Dames Franciscaines, en religion sœur Marie
Domina de l'Assomption, Marie-Anne Léontine
Samson, épouse contractuellement séparée de biens
de Léon Omer Beaubien, avocat, tous deux de la
cité de Québec, et le dit Léon Omer Beaubien mis
en cause pour autoriser sa dite épouse, Marie Sam-
son, épouse contractuellement séparée de biens de
Pierre Dussault, ingénieur mécanicien, tous deux
de la cité de Québec, et le dit Pierre Dussault mis
en cause pour autoriser sa dite épouse, et Florida
Samson, épouse contractuellement séparée de biens
de Théodore Dubé, député-greffier de la cour du
recorder de Québec, tous deux de la cité de Québec,
et le dit Théodore Dubé mis en cause pour auto-
riser sa dite épouse, sont demandeurs; Pierre Fabien
Soucy, autrefois de la cité de Québec, et main-
tenant dans la ville de Saint-Boniface, dans la pro-
vince de Manitoba, Adèle Pelletier, épouse d'Isidore
Paradis, commis-marchand, tous deux de la cité de
Québec, et le dit Isidore Paradis mis en cause pour
autoriser sa dite épouse, Maxime Pelletier, de la
cité de Québec, Wilfrid Pelletier, de la ville de Fra-
serville, dans le comté de Témiscouata, Auguste
Pelletier, Angéline Pelletier, épouse d'Epiphane
Martin, et le dit Epiphane Martin mis en cause
pour autoriser sa dite épouse, Laura Pelletier,
épouse de Mesmin Grenier, et le dit Mesmin Gre-

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Gagnon & Vaillancourt, boot and shoe manu-
facturers, of Montreal, Insolvents;
and

Chs. Desmarteau, Curator.
A first and final dividend sheet has been prepared
in this matter, and will be open to objection until
the 12th day of October, 1897, after which date di-
vidend will be payable at my office.

CHS. DESMARTEAU,
Curator.
per *A. Desmarteau,*
Successor.

No. 1598, Notre Dame street.
Montreal, 22nd September, 1897. 3690

In re J. B. Boutin, Saint Joseph's Levis,
Insolvent.

Public notice is given that a dividend sheet has
been prepared in this matter open to objection
until the 9th of October next.

D. ARCAND,
3718 Curator.

Province of Quebec, }
District of Saguenay. } *Superior Court.*
In the matter of Tremblay & Larouche, merchants,
of Mille Vaches, Insolvents.

Notice is hereby given that by order of the court
dated on the 22nd day of September 1897, the
undersigned have been appointed joint curators to
the above estate.

Creditors of the said insolvent are required to file
their claims attested under oath, at our office, No. 48
Saint Peter street, Quebec, within a delay of thirty
days from the date of the present notice.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint Curators.
Quebec, 23rd September, 1897. 3710

Licitation

Province of Quebec, }
District of Quebec. }

Notice is hereby given that under and by virtue
of a judgment of the superior court sitting at
Quebec, in the district of Quebec, on the 21st Sep-
tember, 1897, in a cause in which Alfred Samson,
civil employee, of the city of Quebec, Laure Samson,
civil employee, of the city of Quebec, Laure Samson,
fille majeure, now residing in the parish of Saint
Anne de Beaupré, novice in the congregation of the
reverend Ladies Franciscan, in religion, sister
Marie Domina de l'Assomption, Marie Anne Léon-
tine Samson, wife by contract separate as to property
of Léon Omer Beaubien, advocate, both of
the city of Quebec, and the said Léon Omer Beau-
bien, *mis en cause*, to authorize his said wife, Marie
Samson, wife by contract separate as to property of
Pierre Dussault, mechanical engineer, both of the
city of Quebec, and the said Pierre Dussault, *mis en*
cause, to authorize his said wife, and Florida Samson,
wife by contract, separate as to property of Thé-
odore Dubé, deputy clerk of the Recorder's Court,
of Quebec, both of the city of Quebec, and the said
Théodore Dubé, *mis en cause*, to authorize his said
wife, are plaintiffs; and Pierre Fabien Soucy, hereto-
fore of the city of Quebec and now of the town of
Saint Boniface, in the province of Manitoba, Adèle
Pelletier, wife of Isidore Paradis, clerk, both of the
city of Quebec, and the said Isidore Paradis, *mis en*
cause, to authorize his said wife, Maxime Pelletier,
of the city of Quebec, Wilfrid Pelletier, of the town
of Fraserville, in the county of Témiscouata, Au-
guste Pelletier, Angelina Pelletier, wife of Epiphane
Martin, and the said Epiphane Martin, *mis en cause*,
to authorize his said wife, Laura Pelletier, wife of
Mesmin Grenier, and the said Mesmin Grenier,
mis en cause, to authorize his said wife, Blanche

nier mis en cause pour autoriser sa dite épouse, Blanche Pelletier, épouse de William Lambert, et le dit William Lambert mis en cause pour autoriser sa dite épouse, ces sept derniers tous de la ville de Lewiston, Maine, l'un des États-Unis d'Amérique, Wilhelmine Pelletier, fille majeure, de la ville de Londres, dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Bernadette Pelletier, fille majeure, de la cité de Québec, et sieur Isidore Paradis, commis-marchand, de la cité de Québec, en sa qualité de tuteur de Marie-Louise Pelletier, aussi de Québec, fille mineure, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir : les numéros 271 et 718 du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le TROIS NOVEMBRE 1897, cour tenante dans la salle d'audience du palais de justice de Québec, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

L. OMER BEAUBIEN,

Procureur des demandeurs.

Québec, 21 septembre 1897. 3687

[Première publication, 25 septembre 1897.]

Ratification

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Ex parte Pierre Arsène Beaudoin, notaire, de la cité de Montréal, dit district,

Requérant une ratification de titre.

Avis public est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, un acte fait et passé devant O. Crépeau, notaire, le onze mars mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, à Montréal, entre Benjamin Archambault, épiciier, de Montréal, d'une part, et Pierre Arsène Beaudoin, notaire, du même lieu, d'autre part, étant une dation en paiement par le dit Benjamin Archambault au dit Pierre A. Beaudoin, d'un "lot de terre situé sur la rue Cadieux, dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent vingt-quatre (No. 124), des plans et livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste, avec un droit de passage en commun et mitoyen au sud-est du dit lot, avec le droit de bâtir au-dessus du dit passage mitoyen et droit de faire usage du pignon adjoignant tel passage," et en la possession de Olivier Morin, hôtelier, depuis le trois février mil huit cent quatre-vingt-deux, jusqu'au dix-sept juin mil huit cent quatre-vingt-seize, pendant ce temps-là de la cité de Montréal et maintenant de la ville de l'Assomption, et depuis cette date (17 juin 1896), en la possession de Benjamin Archambault, jusqu'au onze mars dernier (1897) et depuis cette dernière date en la possession du dit requérant, Pierre A. Beaudoin, comme propriétaires successifs pendant les dites trois dernières années ; et toutes les personnes qui auraient ou prétendraient avoir quelque privilège ou hypothèque en vertu d'aucun titre, ou par quelque moyen que ce soit, sur le dit lot de terre, immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit lot de terre a été acquis par le dit requérant, sont notifiées par le présent qu'il sera présenté à la cour de pratique, le deuxième jour de novembre prochain (1897), une demande en ratifi-

Pelletier, wife of William Lambert, and the said William Lambert, *mis en cause*, to authorize his said wife, the seven last above named of the town of Lewiston, Maine, one of the United States of America, Wilhelmine Pelletier, *fille majeure*, of the city of London, in the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Bernadette Pelletier, *fille mineure*, of the city of Quebec and Isidore Paradis, clerk, of the city of Quebec, in his quality of tutor to Marie Louise Pelletier, also of Quebec, *fille mineure*, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit : numbers 271 and 718 of the official cadastre for the parish of Charlesbourg.

The properties above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the THIRD of NOVEMBER, 1897, sitting the court, in the court room of the court house in Quebec, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court, and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

L. OMER BEAUBIEN,

Attorney for plaintiffs.

Quebec, 21st September, 1897. 3688

[First published, 25th September, 1897.]

Ratification

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

Ex parte Pierre Arsène Beaudoin, notary of the city of Montreal, said district.

Petitioner for a confirmation of Title.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the Prothonotary of the superior court, in the district of Montreal, a deed executed before O. Crepeau, notary, on the eleventh day of March, one thousand eight hundred and ninety-seven, at Montreal, between Benjamin Archambault, merchant of Montreal, and Pierre Arsène Beaudoin, notary, of the same city, being a "Dation en paiement" by the said Benjamin Archambault to Pierre A. Beaudoin, of an immoveable situate on Cadieux street, in the Saint Jean Baptiste Ward, in the city of Montreal, known as number one hundred and twenty-four (No. 124), of the official plan and book of reference of the village of Saint Jean Baptiste, with a common right of *passage mitoyen* at the south east of the said immoveable and with the right to build over the said *passage mitoyen* and the right to use the gable wall adjoining that *passage*, and possessed by Olivier Morin, hotel-keeper, since the third day of February, one thousand and eight hundred and eighty-two, until the seventeenth day of June, one thousand eight hundred and ninety-six, of the city of Montreal during the time and now of the town of l'Assomption and since that date (17th June, 1896), possessed by Benjamin Archambault, until the eleventh day of March last (1897), and since that date possessed by the petitioner, Pierre A. Beaudoin, as proprietors who claim any privilege or hypothec upon the said immoveable by a title or otherwise, immediately before the registration of the said deed, by which the said lot was acquired by the said petitioner, are hereby notified that application will be made to the Practice Court, on the second day of November next, (1897) for a judgment of confirmation of title,

cation de titre et qu'il moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu par les dispositions du code de procédure civile du Bas-Canada, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, en vertu du dit code, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions, et de les produire au greffe du dit protonotaire, le ou avant le sixième jour après le jour fixé pour demander la ratification de titre, à défaut de le faire, elles seront pour toujours forclores du droit de le faire.

L. D. GAREAU,
Dép. P. C. S.

Montréal, 17 septembre 1897. 3667
[Première publication, 25 septembre 1897.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Registrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } LOUIS ISRAEL FRE-
No. 56. } CHETTE, ET AL., De-
mandeurs; contre LOUIS MAYHUE, Défendeur:

1° La moitié sud-est de la moitié nord-ouest du lot numéro dix-huit (18), du sixième rang du canton d'Irlande, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton d'Irlande sous le numéro trois cent trente neuf (No. 339)—circonstances et dépendances.

2° La moitié nord-ouest de la moitié nord-ouest du lot numéro dix-huit (18), du sixième rang du canton d'Irlande, maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton d'Irlande sous le numéro trois cent quarante (No. 340)—circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Adrien d'Irlande, le PREMIER jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le neuvième jour du même mois.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Arthabaskaville, 28 juillet 1897. 3077-3
[Première publication, 31 juillet 1897.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Registrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi.

and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provision of the code of civil procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing and file the same in the office of the said prothonotary, within six days after the said day, in default of which, they will be forever precluded from the right of so doing.

L. D. GAREAU,
Dép. P. S. C.

Montreal, 17th September, 1897. 3669
[First published 25th September, 1898.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } LOUIS ISRAEL FRE-
No. 56. } CHETTE ET AL., Plai-
tiffs; against LOUIS MAYHUE, Defendant.

1. The south east half of the north west half of the lot number eighteen (18) in the sixth range of the township of Ireland, known and distinguished on the official plan and book of reference for the said township of Ireland under number three hundred and thirty-nine (No. 339)—circumstances and dependencies.

2. The north-west half of the north-west half of lot number eighteen (18) in the sixth range of the township of Ireland, now known and distinguished on the official plan and book of reference for the said township of Ireland under number three hundred and forty (No. 340)—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of SAINT ADRIEN of Ireland, on the FIRST day of OCTOBER next at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the ninth day of the same month.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Arthabaskaville, 28th July, 1897. 3078
[First published, 31st July, 1897.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de dis-*

Toutes oppositions afin d'annuler, afin de détruire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Rapsona*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } **LOUIS COULOMBE, De-**
No. 2468. } mandeur; contre **JEAN**

BUREAU, Défendeur, savoir:

Immeubles saisis contre le demandeur, Louis Coulombe:

1° Le lot de terre numéro huit A (8 A), du premier rang du canton de Forsyth, comté de Beauce, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton de Forsyth, de la contenance de soixante-huit acres de terre en superficie—avec les bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Le lot de terre numéro douze A (12 A), du huitième rang du canton de Lambton, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton de Lambton, de la contenance de soixante-cinq acres et un quart de terre en superficie—avec les bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus, le premier lot, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Evariste de Forsyth, le CINQUIÈME jour d'OCTOBRE, à DIX heures de l'avant-midi; le second lot, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Vital de Lambton, le MÊME JOUR, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le seizième jour d'octobre prochain.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 24 juillet 1897.
[Première publication, 31 juillet 1897.] 2981-3

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **PIERRE ETIENNE**
District de Montréal. } **NORMANDEAU, no-**
No. 376. } taire, Demandeur; contre
THOMAS D. HOOD ET AL., ès-nom ès-qualité, Défendeurs.

Appartenant aux héritiers de feu Andrew W. Hood:

Une terre située dans la seconde Côte Double de Williamstown, dans la paroisse de Très-Saint-Sacrement, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Martine, sous le numéro quatre cent quarante-quatre (444); cinq arpents de front par vingt arpents de profondeur, superficie cent arpents (100).

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Très-Saint-Sacrement, MERCREDI, le VINGT-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Beauharnois, 20 septembre 1897. 3677
[Première publication, 25 septembre 1897.]

traire, afin de charger, or other oppositions to the sale, except in cases of Venditioni Rapsona, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions afin de conserver may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit: } **LOUIS COULOMBE, plaintiff,**
No. 2468. } against **JEAN BUREAU,**

defendant, to wit:

Immoveables seized on the plaintiff Louis Coulombe.

1. Lot of land number eight A (8A) of the first range of the township of Forsyth, county of Beauce, of the official plan and book of reference of the cadastre of the said township of Forsyth, containing sixty eight acres in area,—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Lot number twelve A (12 A) of the eighth range of the township of Lambton, of the official plan and book of reference of the cadastre of the said township of Lambton, containing sixty five acres and quarter of land in area—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold the first lot, at the church door of the parish of Saint Evariste de Forsyth, on the FIFTH day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon; and the second lot, at the church door of the parish of Saint Vital de Lambton, the SAME DAY, at ONE o'clock in the afternoon. The said writ returnable the sixteenth day of October next.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 24th July, 1897.
[First published, 31st July, 1897.] 2982

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **PIERRE ETIENNE**
District of Montreal. } **NORMANDEAU,**
No. 376. } notary, Plaintiff; against
THOMAS D. HOOD ET AL., ès-nom ès-qualité, Defendants.

Belonging to the heirs of the late Andrew W. Hood:

A land situate in the second Cote Double of Williamstown, in the parish of de Très Saint Sacrement, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Martine, as number four hundred and forty-four (444); five arpents in front by twenty arpents in depth, area one hundred (100) arpents.

To be sold at the door of the parish church of the parish de Très Saint Sacrement, on WEDNESDAY, the TWENTY-SEVENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Shérif.
Beauharnois, 20th September, 1897. 3678
[First published, 25th September, 1897.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Court de Circuit—Île de la Madeleine.

District de Gaspé, } JOHN P. SAVAGE, Deman-
Amherst, à savoir: } deur; contre AMEDEE
No. 880. } BOUDREAU, Défendeur.

Saisis comme appartenant au défendeur:

Deux lots de terre situés à Amherst, étant connus et désignés sur le plan et livre de renvoi officiels de l'Île Amherst sous les numéros cent dix-sept (117) et cent vingt (120)—avec une maison et une étable dessus construites.

Vendus à la charge d'une rente annuelle de vingt centins l'acre.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement des Îles de la Madeleine le TRENTIEME jour d'OCTOBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le deux novembre 1897.

J. B. CARBONNEAU,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Amherst, Îles de la Madeleine,
17 août 1897. 3385-2
[Première publication, 28 août 1897.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } A U G U S T I N C H O I -
No 4326. } G N I E R E, cultivateur,

de la paroisse de Sainte-Anne de Sabrevois, dans le district d'Iberville, Demandeur; contre LAURENT RAYMOND, de la ville et du district d'Iberville et temporairement dans le canton d'Ascot, dans le district de Saint-François, Défendeur.

1° Un lot de terre situé au côté nord de la rue du Marché, dans la ville et le district d'Iberville; connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville d'Iberville, sous le numéro cent soixante et dix-sept (No 177), de la contenance de vingt-sept pieds de largeur sur soixante et treize

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Circuit Court—Magdalen Islands.

District of Gaspé, } JOHN P. SAVAGE, Plain-
Amherst, to wit: } tiff; against AMEDEE
No. 880. } BOUDREAU, Defendant.

Seized as belonging to the defendant:

Two lots of land situate at Amherst, known and designated on the official plan and book of reference of Amherst Island under the numbers one hundred and seventeen (117), and one hundred and twenty (120)—with a house and stable thereon erected.

To be sold subject to the payment of an yearly rent of twenty cents per acre.

To be sold at the registry office of the Magdalen Islands, on the THIRTIETH day of OCTOBER next, at the hour of TEN in the forenoon. The said writ returnable on the second November 1897.

J. B. CARBONNEAU,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Amherst, Magdalen Islands,
17th August, 1897. 3386
[First published, 28th August, 1897.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court for the district of Iberville.

Saint John's, to wit: } A U G U S T I N C H O I -
No. 4326. } G N I E R E, farmer, of

the parish of Sainte Anne de Sabrevois, in the district of Iberville, Plaintiff; against LAURENT RAYMOND, of the town and district of Iberville, and temporarily of the township of Ascot, in the district of Saint Francis, Defendant.

1. A lot of land situated on the north side of Market street, in the town and district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Iberville, under the number one hundred and seventy-seven (No. 177), containing twenty-seven feet in width by seventy-

pieds de profondeur — avec une maison et autres bâties y érigées.

2° Un lot de terre situé au côté ouest de la rue du Collège, en la susdite ville d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville d'Iberville, sous le numéro deux cent vingt-deux (No 222), de la contenance de soixante et douze pieds de largeur sur cent cinq pieds de profondeur—avec une maison et autres bâties y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Athanase, dans le dit district d'Iberville, le DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le seizième jour de novembre prochain.

CHAS ARPIN,

Bureau du Shérif,
Saint-Jean, 26 août 1897.
[Première publication, 28 août 1897.]

Shérif.
3413-2

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **LOUIS RONDEAU**, Deman-
No 2858. } deur ; contre **JOSAPHAT**
GUIBEAU, Défendeur.

1° Une terre située dans la concession sud-ouest Ruisseau Bonaventure, en la paroisse de Saint-Norbert, connue et désignée sous le numéro trois cent dix-sept (317), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Norbert—avec bâties y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Norbert, le VINGT-SIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trois de novembre prochain.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif,
Joliette, 21 septembre 1897.
[Première publication, 25 septembre 1897.]

Shérif.
3703

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, pour le comté de Berthier.

Joliette, à savoir : } **JOHN BOSTWICK**, écuyer,
No. 1392. } seigneur de la ville de Berthier, et al., Demandeurs ; contre **MICHEL DES-MARAIS**, de la paroisse de Sainte-Elizabeth.

1° Une terre située en la paroisse de Sainte-Elizabeth, dans le comté et district de Joliette, dans la concession Sainte-Emilie, contenant quatre-vingt-cinq arpents en superficie ; bornée en front au chemin public, en profondeur au rang Saint-Frédéric, d'un côté à Narcis Barrette, et de l'autre côté à Joseph Asselin—avec bâties dessus érigées, connue

three feet in depth—with a house and other buildings thereon erected.

2. A lot of land situated on the west side of College street, in the aforesaid town of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Iberville, under the number two hundred and twenty-two (No. 222), containing seventy-two feet in width by one hundred and five feet in depth—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Athanase, in the said district of Iberville, on the SECOND day of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the sixteenth day of November next.

CHAS ARPIN,

Sheriff's Office,
Saint Johns, 26th August, 1897.
[First published, 28th August, 1897.]

Sheriff.
3414

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Joliette.

Joliette, to wit : } **LOUIS RONDEAU**, Plaintiff ;
No. 2858. } against **JOSAPHAT GUI-**
BEAU, Defendant.

1. A land situated in the south west concession of Ruisseau Bonaventure, in the parish of Saint Norbert, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Norbert, as number three hundred and seventeen (317)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Norbert, on the TWENTY-SIXTH day of OCTOBER next, at the hour of TEN in the forenoon. The said writ returnable on the third day of November next.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,
Joliette, 21st September, 1897.
[First published, 25th September, 1897.]

Sheriff.
3704

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the county of Berthier.

Joliette, to wit : } **JOHN BOSTWICK**, esquire,
No. 1392. } seigneur of the town of Berthier, et al., Plaintiffs ; against **MICHEL DES-MARAIS**, of the parish of Sainte Elizabeth.

1. A land situate in the parish of Sainte Elizabeth, in the county and district of Joliette, in the Sainte Emilie concession, containing eighty-five arpents in area, bounded in front by the public road, in rear by the Saint Frédéric range, on one side by Narcis Barrette, and on the other side by Joseph Asselin,—with buildings thereon erected ;

et désignée, la dite terre sous le numéro quatre cent dix (410), du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Elizabeth.

2° Une autre terre située en la dite paroisse de Sainte-Elizabeth, concession Saint-Frédéric, contenant trente-six arpents en superficie; bornée en front au chemin public, en profondeur au rang Sainte-Emilie—avec bâtisses sus-érigées, connue et désignée la dite terre sous les numéros quatre cent quatre-vingt-quinze et quatre cent quatre-vingt-seize (495 et 496), du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Elizabeth.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Elizabeth, le QUATRIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le onzième jour d'octobre prochain.

A. M. RIVARD.

Bureau du Shérif,
Joliette, 26 juillet 1897.

Shérif.
3099-3

[Première publication, 31 juillet 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Joliette, à savoir : } **PIERRE RONDEAU**, De-
No. 2820. } mandeur; contre **JULIEN**
BROUILLETTE, Défendeur.

1° Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Norbert, dans le village, contenant environ quinze perches en superficie, et tel que renfermé dans les bornes suivantes: tenant en front au chemin public, en profondeur à Paul Lavallée, d'un côté à Ulric Roch, et de l'autre côté à Dame J. R. Gadoury—avec la maison, boutique de forge et autres dépendances sus-érigées, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels par la dite paroisse de Saint-Norbert, sous le numéro cent quatre (104). Pour être vendu à la charge d'un certain bail emphytéotique primitivement consenti par J. B. Robert, père, à Edouard Robert, fait pour quatre-vingt-dix-neuf ans, reçu devant maître J. Chenevert, notaire, en date du 26 février 1857, et de payer annuellement la rente de neuf francs telle que mentionnée au dit bail.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Norbert, le DEUX d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le onze octobre prochain.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif,
Joliette, 26 juillet 1897.

Shérif
3097-3

[Première publication, 31 juillet 1897.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; et oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

Kamouraska, à savoir : } **THE PEOPLE'S BANK**
No. 552. } **OF HALIFAX**, corps
politique et incorporé ayant son principal bureau

said land known and designated as number four hundred and ten (410) of the official cadastre of the said parish of Sainte Elizabeth.

2. Another land situate in the said parish of Sainte Elizabeth, Saint Frédéric concession, containing thirty-six arpents in area, bounded in front by the public road, in rear by the Sainte Emilie range,—with buildings thereon erected, the said land known and designated as numbers four hundred and ninety-five and four hundred and ninety-six (495 and 496) of the official cadastre of the said parish of Sainte Elizabeth.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Elizabeth, on the FOURTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eleventh day of October next.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,
Joliette, 26th July, 1897.

Sheriff.
3100

[First published, 31st July, 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Joliette, to wit : } **PIERRE RONDEAU**, Plain-
No. 2820. } tiff; against **JULIEN**
BROUILLETTE, Defendant.

1. A lot situate in the parish of Saint Norbert, in the village, containing about fifteen perches in area and such as comprised within the following limits; bounded in front by the public road, in rear by Paul Lavallée, on one side by Ulric Roch, and on the other side by Dame J. R. Gadoury—with the house, blacksmith's forge and other dependencies thereon erected; known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Norbert as number one hundred and four (104). To be sold subject to the charge of a certain emphyteutic lease originally passed by J. B. Robert, senior, to Edouard Robert made for ninety-nine years, before Maître J. Chenevert, notary, dated the 26th of February 1857, and to the yearly payment of the rent of nine francs such as mentioned in the said deed.

To be sold at the church door of the parish of Saint Norbert, on the SECOND day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eleventh day of October next.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,
Joliette, 26th July 1897.

Sheriff.
3098

[First published, 31st July 1897.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

Kamouraska to wit : } **THE PEOPLE'S BANK**
No. 552. } **OF HALIFAX**, a body
politic and corporate having its head-office in the

d'affaires en la cité d'Halifax, et une succursale en la ville de Fraserville, Demanderesse ; contre LOUIS GAGNON, de la paroisse de Notre-Dame de Liesse de la Rivière Ouelle, Défendeur, c'est à savoir :

1° Les terrains connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de la Rivière Ouelle, sous les numéros deux cent soixante et seize et deux cent soixante et dix-sept (Nos. 276 et 277).

2° Cette partie du numéro deux cent soixante et treize (No 273), du dit cadastre, qui se borne comme suit : au sud-est au chemin royal de la Pointe, au nord-est au numéro deux cent soixante et dix (No 270), au sud-ouest au numéro deux cent soixante et seize (No 276), et au nord-ouest à Alphonse Gagnon, à environ vingt-deux arpents de profondeur à partir du dit chemin royal, c'est-à-dire à la même profondeur que le fronteau qui sépare le numéro deux cent soixante et seize (No 276) du numéro deux cent soixante et quinze (No 275), un numéro ayant été par erreur omis du dit cadastre, savoir : la partie du même lot qui se rend au fleuve Saint-Laurent, et qui appartient à Alphonse Gagnon—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de la Rivière Ouelle, VENDREDI, le HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Bref rapportable le neuvième jour du dit mois d'octobre prochain.

F. A. SIROIS,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 2 août 1897. 3196-2
[Première publication, 7 août 1897.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Kamouraska, à savoir : } PATRICE BELANGER,
No. 2217. } cultivateur et rentier,
de Saint-Alexandre, Demandeur ; contre JOSEPH
PINET, de la paroisse de Saint-Antonin, Défendeur. C'est à savoir :

1° Un lot de terre situé sur le sixième rang de la paroisse de Saint-Antonin, mesurant en front un arpent et cinq perches sur trente arpents de profondeur, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Témiscouata, pour la dite paroisse de Saint-Antonin sous le numéro trois cents vingt et un (No. 321),—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un circuit de terre, situé au même endroit de forme irrégulière, contenant vingt-cinq arpents en superficie connu sous le numéro trois cents vingt-deux (No. 322),—sans bâtisse.

3° Un autre lot de terre situé sur le septième rang de la dite paroisse de Saint-Antonin de deux arpents de long sur trente arpents de profondeur, et connu sous le numéro trois cents quatre-vingt-six, du même cadastre,—sans bâtisse.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antonin, VENDREDI le PREMIER jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures avant midi. Bref rapportable le sixième jour du dit mois d'octobre.

F. A. SIROIS,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 27 juillet 1897. 3079-3
[Première publication, 31 juillet 1897.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

city of Halifax, and a branch in the town of Fraserville, Plaintiff ; against LOUIS GAGNON, of the parish of Notre-Dame de Liesse de la Rivière-Ouelle, Defendant, that is to say :

1. The lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Rivière Ouelle, under the numbers two hundred and seventy-six and two hundred and seventy-seven (276 and 277).

2. That portion of number two hundred and seventy-three (273), of the said cadastre, which is bounded as follows : to the south-east by the royal highway of the Point, to the north-east by number two hundred and seventy (No. 270), to the south-west by number two hundred and seventy-six (No. 276), and to the north-west by Alphonse Gagnon at a depth of about twenty-two arpents from the said royal highway, that is to say, at the same depth as the front line separating number two hundred and seventy-six (No. 276), from number two hundred and seventy-five (No. 275), one number having, through an error, been omitted from the said cadastre, to wit : that part of the same lot which extends to the River Saint Lawrence and belongs to Alphonse Gagnon—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Rivière Ouelle, on FRIDAY the EIGHTH day of OCTOBER next, at the hour of TEN in the forenoon. The said writ is returnable on the ninth day of the said month of October next.

F. A. SIROIS,

Sheriff's Office, Sheriff.
Fraserville, 2nd August, 1897. 3196
[First published, 7th August, 1896.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Kamouraska, to wit : } PATRICE BELANGER,
No. 2217. } farmer and rentier, of
Saint Alexandre, Plaintiff ; against JOSEPH
PINET, of the parish of Saint Antonin, Defendant, to wit :

1. A lot of land situate in the sixth range of the parish of Saint Antonin, measuring in front one arpent and five perches by thirty arpents in depth, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Témiscouata, for the said parish of Saint Antonin, as number three hundred and twenty-one (No. 321)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A circuit of land situate at the same place, of irregular outline, containing twenty-five arpents in area, and known as number three hundred and twenty two (No. 322)—without buildings.

3. Another lot of land situate on the seventh range of the said parish of Saint Antonin, of two arpents in front by thirty arpents in depth, and known as number three hundred and eighty-six (No. 386), of the same cadastre—without buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint Antonin, on FRIDAY, the FIRST day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the sixth day of the said month of October.

F. A. SIROIS,

Sheriff's Office, Sheriff.
Fraserville, 27th July, 1897. 3080
[First published, 31st July, 1897.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAME DELIMA ROUIL-**
 No 755. } **LARD**, de la ville de
 Manchester, dans les Etats-Unis d'Amérique, veuve
 de Ernest Girard, en son vivant agent, d'Iron
 Mountain Railway, Etat du Michigan, Demande-
 resse ; contre les terres et tenements de **PIERRE**
ARCHAMBAULT, cultivateur, de la paroisse de
 Saint-Vincent de Paul, dans le district de Montréal
 et **THEODORE ARCHAMBAULT**, cultivateur, de
 la paroisse de Saint-François de Sales, dans le dis-
 trict de Montréal, Défendeurs ; saisis comme appar-
 tenant à Théodore Archambault, l'un des dits défen-
 deurs, les immeubles suivants, savoir :

1° Tout le surplus du terrain qui se trouve au
 bout de neuf arpents et à l'extrémité sud d'une
 pièce de terre située en la paroisse de Saint-François
 de Sales, district de Montréal, laquelle a été demem-
 brée de la terre de Léandre Labelle, contenant
 icelle pièce environ un arpent et deux perches de
 largeur, sur environ dix arpents de longueur, tenant
 le bout nord et côté sud-ouest à la terre du dit
 Léandre Labelle, et le bout sud aux terres de la
 grande côte de Saint-Vincent de Paul, de l'autre
 côté à Madame Masson, lequel terrain fait partie du
 lot de terre cadastré sous le numéro quatre-vingt-
 quatorze de la dite paroisse de Saint-François de
 Sales, (Ile Jésus).

2° Une pièce de terre d'un arpent et deux perches
 de largeur sur environ douze arpents de longueur et
 faisant partie du lot de terre cadastré sous le numéro
 quatre-vingt-quatorze (94) des plan et livre de ren-
 voi officiels de la paroisse de Saint-François de
 Sales, comté de Laval ; bornée au nord et à l'est
 par le dit lot quatre-vingt-quatorze, à l'ouest par le
 numéro quatre-vingt-quinze, et au sud par les terres
 de Saint-Vincent de Paul.

3° Une terre de forme irrégulière, sise et située
 au même lieu ; bornée en front par le chemin pub-
 lic, connue et désignée la dite terre sous le numéro
 quatre-vingt-onze (91), des plan et livre de renvoi
 officiels de la paroisse de Saint-François de Sales,
 dans le comté de Laval, district de Montréal—avec
 une maison et autres bâties sus-érigées ; à dis-
 traire de la dite terre : 1° Un emplacement appar-
 tenant à Joseph Bernard ou représentants, d'un
 demi arpent de largeur sur un arpent de longueur à
 prendre le dit terrain à l'extrémité sud de la dite
 terre ; borné en front par le chemin public (Mas-
 son), et joignant des deux côtés et en profondeur
 par le résidu du dit numéro quatre-vingt-onze :
 2° Un autre emplacement appartenant à Antoine
 Bernard ou représentants, d'un demi arpent de lar-
 geur sur un arpent de longueur, à prendre à l'ex-
 trémité sud de la dite terre ; borné en front par le
 chemin public (Masson), et joignant du côté sud à
 Joseph Bernard ou représentants, et de l'autre côté
 et en profondeur par le résidu du dit numéro quatre-
 vingt-onze.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale
 de la paroisse de Saint-François de Sales, le VINGT-
 SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à
 ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rappor-
 table le vingt-septième jour de novembre prochain.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
 Montréal, 22 septembre 1897. 3699
 [Première publication, 25 septembre 1897.]

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
 TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
 ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
 respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes
 personnes ayant à exercer à cet égard des récla-
 mations que le Régistrateur n'est pas tenu de men-
 tionner dans son certificat, en vertu de l'article 700
 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par
 le présent requises de les faire connaître suivant la
 loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de dis-
 traire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente,
 excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent
 être déposées au bureau du soussigné avant les

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAME DELIMA ROUIL-**
 No. 755. } **LARD**, of the town of
 Manchester, in the United States of America, wi-
 dow of Ernest Girard, in his lifetime, agent of Iron
 Mountain Railway, state of Michigan, Plaintiff ;
 against the lands and tenements of **PIERRE AR-**
CHAMBAULT, farmer, of the parish of Saint
 Vincent de Paul, in the district of Montreal and
THEODORE ARCHAMBAULT, farmer of the
 parish of Saint François de Sales, in the district of
 Montreal, Defendants ; seized as belonging to Théo-
 dore Archambault, one of the said defendants, the
 following immoveables, to wit :

1. The whole surplus of the land which is found
 at the end of nine arpents and at the south extre-
 mity of a piece of land situate in the parish of Saint
 François de Sales, district of Montreal, which has
 been taken off the property of Léandre Labelle,
 said piece containing about one arpent and two
 perches in width by about ten arpents in length ;
 bounded at the north end and south west side by
 the land of the said Léandre Labelle, and at the
 south end by the lands of the Grande Côte of Saint
 Vincent de Paul, on the other side by Mrs. Masson,
 which land forms part of the cadastre lot number
 ninety-four of the said parish of Saint François de
 Sales (Ile Jesus).

2° A piece of land of one arpent and two perches
 in width by about twelve arpents in length, and for-
 ming part of the cadastral lot of land number ninety
 four (94), of the official plan and book of reference
 of the parish of Saint-François de Sales, county of
 Laval ; bounded on the north and on the east by
 said lot number ninety-four, on the west by number
 ninety-five, and on the south by the lands of Saint
 Vincent de Paul.

3. A land of irregular outline, situate and being
 at the same place, bounded in front by the public
 road, the said land known and designated as number
 ninety-one (91), on the official plan and book of
 reference of the parish of Saint François de Sales,
 in the county of Laval, district of Montreal—with
 a house and outbuildings thereon erected. Reserving
 from the said land : 1. A lot belonging to Joseph
 Bernard, or representatives, of one half arpent in
 width by one arpent in length, said land to be taken
 off the south extremity of the said land ; bounded
 in front by the public (Masson) road, and bounded
 on both sides and in depth by the residue of the
 said number ninety-one. 2. Another lot belonging
 to Antoine Bernard, or representatives, of one half
 arpent in width by one arpent in length, to be taken
 off the south extremity of the said land, bounded in
 front by the public (Masson) road, and bounded on
 the south side by Joseph Bernard, or his represen-
 tatives, and on the other side and in depth by the
 residue of the said number ninety-one.

To be sold at the parochial church door of the
 parish of Saint François de Sales, on the TWENTY-
 SEVENTH day of NOVEMBER next, at ELE-
 VEN o'clock in the forenoon. The said writ return-
 able on the twenty-seventh day of November next.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
 Montreal, 22nd September, 1897. 3700
 [First published, 25th September, 1897.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
 dermentioned LANDS and TENEMENTS
 have been seized and will be sold at the respective
 times and places mentioned below. All persons
 having claims on the same which the Registrar is
 not bound to include in his certificate, under article
 700 of the code of civil procedure of Lower Canada,
 are hereby required to make them known according
 to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de dis-*
draire, afin de charge or other oppositions to the sale,
 except in cases of *Venditioni Exponas*, are required
 to be filed with the undersigned, at his office,
 previous to the fifteen days next preceding the day

quinze jours, qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Juge.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: **THE PENSION FUND SOCIETY OF THE BANK OF MONTREAL**, corps politique et incorporé, dûment constitué en corporation, ayant son bureau principal dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de **DUGALD GRAHAM**, ci-devant des cité et district de Montréal, maintenant de lieux inconnus, Défendeur.

Un emplacement sis et situé dans le quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, dit district, désigné sous les lettres A et B de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, sous le numéro quatorze cent soixante et quinze (1475), contenant vingt-cinq pieds de front par cent seize pieds et six pouces (116-6) de profondeur, mesure anglaise; borné en front par la rue Peel, portant le numéro civique deux cent (200), en arrière par une ruelle de dix-huit (18) pieds de largeur, d'un côté par une partie du dit lot officiel appartenant à Mme William McNally ou représentants et de l'autre côté par partie du dit lot officiel appartenant à James Moore ou représentants—avec une maison en pierre et briques et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le quatrième jour de novembre prochain.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 25 août 1897. Shérif. 3411-2
[Première publication, 28 août 1897.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: **NAPOLEON CHARBONNEAU**, du village de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dans le district de Montréal, et pratiquant comme avocat dans les cité et district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de **DAMASE LEGAULT**, de la cité de Saint-Henri, dans le dit district de Montréal, Défendeur.

Un certain emplacement sis et situé et ayant front sur la rue Saint-Martin, dans le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, connu et décrit comme étant les numéros trois cent trente-deux et trois cent trente-trois, sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, de la contenance les dits lots ensemble de soixante-dix pieds de largeur par cent deux pieds de profondeur, plus ou moins—avec les maisons et bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour d'octobre prochain.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 25 août 1897. Shérif. 3409-2
[Première publication, 28 août 1897.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: **JEAN-BAPTISTE BISSONNETTE**, de la cité de Saint-Henri, dans le district de Montréal, avocat, Demandeur; contre les terres et tenements de **JEAN-BAPTISTE DESNOYERS**, de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, dit district, cultivateur, Défendeur.

Un lot de terre, sis et situé dans la Côte Saint-

of sale; oppositions afin de conserver may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: **THE PENSION FUND SOCIETY OF THE BANK OF MONTREAL**, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **DUGALD GRAHAM**, formerly of the city and district of Montreal, now of parts unknown, Defendant:

A lot situate and being in Saint-Antoine ward, in the city of Montreal, said district, designated by the letters A and B of the subdivision of the official lot known and designated on the official plan and book of reference of Saint Antoine ward as number fourteen hundred and seventy-five (1475), containing twenty-five feet in front by one hundred and sixteen feet six inches (116-6), in depth, english measure, bounded in front by Peel street being the civic number two hundred (200), in rear by a lane of eighteen (18) feet in width, on one side by part of the said official lot belonging to Mme William McNally, or representatives, and on the other side by part of the said official lot belonging to James Moore, or representatives,—with a brick and stone house thereon erected, and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of OCTOBER next, at TWO o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the fourth day of November next.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montreal, 25th August 1897. Sheriff. 3412
[First published, 28th August, 1897.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: **NAPOLEON CHARBONNEAU**, residing in the village of Saint Joachim de la Pointe Claire, district of Montreal, and practising as advocate in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **DAMASE LEGAULT**, of the city of Saint Henri, in the said district of Montreal, Defendant,

A certain lot situate and being and fronting on Saint Martin street, in Saint Antoine ward, of the city of Montreal, known and described as being numbers three hundred and thirty-two and three hundred and thirty-three on the official plan and in the book of reference of the said Saint Antoine ward, said two lots together being seventy feet in width by one hundred and two feet in depth, more or less—with the houses and buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of October next.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montreal, 25th August, 1897. Sheriff. 3410
[First published, 28th August, 1897.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: **JEAN-BAPTISTE BISSONNETTE**, of the city of Saint Henri, district of Montreal, advocate, Plaintiff, against the lands and tenements of **JEAN-BAPTISTE DESNOYERS**, of the parish of Saint Vincent de Paul, said district, farmer, Defendant:

A lot of land situate and being in the Cote Saint

François, en la paroisse de Saint-Vincent de Paul, connu et désigné au plan et dans le livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Vincent de Paul, sous le numéro quatre cent vingt-trois (423); borné au nord par le numéro cinq cent trente-quatre (534), au sud partie par le numéro cent quatorze (114) et partie par la propriété de Cyrille Quevillon, d'un côté par le numéro quatre cent vingt-deux (422) et de l'autre côté par le numéro quatre cent vingt-quatre (424) — avec une maison, remise, grange et autres bâties dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, le VINGT-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le neuvième jour de novembre prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 25 août 1897. 3407-2
[Première publication, 28 août 1897.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montréal, à savoir : { JOSEPH SIMARD, notaire.
No. 136. { des cité et district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de NARZAL BIRTZ DESMARTEAU, médecin, de la dite cité de Montréal, Défendeur.

Un certain lopin de terre faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent deux (102), sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, contenant trois arpents de front par toute la profondeur qu'il y a entre le chemin de la Reine, qui le borne en front, et la rivière des Prairies, qui le borne en arrière, et borné d'un côté au nord-est par la propriété de la succession de feu George Campbell Macdougall, et d'autre côté par l'autre portion du dit numéro cent deux, étant la propriété de Jean-Baptiste Saint-Aubin ou représentants.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Saint-Laurent, le DEUXIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le sixième jour d'octobre prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 28 juillet 1897. 3067-3
[Première publication, 31 juillet 1897.]

MANDAT DU CURATEUR. FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, à savoir : { A. LEONARD KENT ET
No. 227. { ALPHONSE TURCOTTE, Curateurs-conjoints, de la cité de Montréal à ce dûment autorisés sous l'article 772 du Code de procédure civile, tel qu'amendé par la 48^e Victoria, chapitre 22, section 6, comme curateurs aux biens de LOUIS RACINE ET THOMAS DE GRUCHEY, de la paroisse de Laprairie, manufacturiers, faillis.

Un terrain de figure irrégulière, faisant le coin nord-est des rues Saint-Jacques et Saint-Joseph, sis et situé au village de Laprairie, dans le district de Montréal, connu et désigné sous les numéros cent quatre et cent cinq (104 et 105) aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Laprairie, — avec une maison, magasin et autres bâties dessus construites et formant une seule et même exploitation.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Laprairie, le CINQUIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 28 juillet 1897. 3083-3
[Première publication, 31 juillet 1897.]

François, in the parish of Saint Vincent de Paul, known and designated on the official plan and in the book of reference of Saint Vincent de Paul as number four hundred and twenty-three (423), bounded on the north by number five hundred and thirty-four (534), on the south partly by number one hundred and fourteen (114), and partly by the property of Cyrille Quevillon, on one side by number four hundred and twenty-two (422), and on the other side by number four hundred and twenty-four (424), — with a house, shed, barn and outbuildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Vincent de Paul, on the TWENTY-NINTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the ninth day of November next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 25th August, 1897. 3408
[First published, 28th August, 1897.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : { JOSEPH SIMARD, notary,
No. 136. { of the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of NARZAL BIRTZ DESMARTEAU, physician, of the said city of Montreal, Defendant.

A certain piece of land forming part of the lot of land known and designated as number one hundred and two (102), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Lawrence, containing three arpents in front by the whole depth there may be between the Queen's highway, which bounds it in front, and the river Des Prairies, which bounds it in rear; and bounded on one side to the north east by the property of the estate of the late George Campbell Macdougall, and on the other side by the other portion of said lot number one hundred and two, being the property of Jean-Baptiste Saint-Aubin or representatives.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Laurent, on the SECOND day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixth day of October next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 28th July, 1897. 3068
[First published, 31st July, 1897.]

CURATOR'S WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : { A. LEONARD KENT AND
No. 227. { ALPHONSE TURCOTTE, joint curators, of the city of Montreal, hereunto duly authorized under article 772 of the Code of civil procedure, such as amended by the 48th Victoria, chapter 22, section 6, as curators to the estate of LOUIS RACINE AND THOMAS DE GRUCHEY, of the parish of Laprairie, manufacturers, insolvents.

A lot of irregular outline forming the north-east corner of Saint James and Saint Joseph streets, situate in the village of Laprairie, in the district of Montreal, known and designated as numbers one hundred and four and one hundred and five (104 and 105) on the official plan and book of reference of the said village of Laprairie, — with a house, store and outbuildings thereon erected and forming one and the same plot.

To be sold at the parochial church door of the parish of Laprairie, on the FIFTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 28th July, 1897. 3084
[First published, 31st July, 1897.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **EMMANUEL WILLIAM**
 No. 2486. } **GNAEDINGER**, four-
 reur en gros, et **HENRY REINHARDT**, courtier
 d'assurance, tous deux des cité et district de Mon-
 tréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et
 fidéi commissaires de feu Dame Jessie Burns, en
 son vivant de la dite cité de Montréal, épouse de
 James G. Howden, du même lieu, marchand de
 quincaillerie, Demandeurs ; contre les terre et
 tènement de **NORMAN BENJAMIN THOMAS HENDER-
 SON**, de la cité de Montréal, marchand
 de bois, en sa qualité de tuteur dûment nommé à
 Muriel Louise Henderson, William Macalpine Hen-
 derson, Norman Percy Henderson et Doris Edna
 Henderson, enfants mineurs issus du mariage du
 dit Norman Benjamin Thomas Henderson et feu
 son épouse Clara Alice Macalpine et Clara Augusta
 Henderson, de la cité de Montréal, fille majeure et
 usant de ses droits, et Henry Harris Reginald Hen-
 derson, de la dite cité de Montréal, commis, tous du
 district de Montréal, Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs es-
 nom et qualité l'immeuble suivant, à savoir :

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-An-
 toine, de la cité de Montréal, étant la partie nord-
 ouest du lot connu et désigné aux plan et livre de
 renvoi officiels du dit quartier Saint Antoine sous
 le numéro quarante-six (46) de la subdivision du lot
 original numéro seize cent trente-six (1636), la dite
 partie nord-ouest contenant quarante pieds (40) de
 largeur en front sur une profondeur de cent soixante
 et cinq (165) pieds, bornée comme suit : en front
 vers le nord-est par l'avenue Edge Hill, en arrière,
 au sud-ouest par une ruelle connue et désignée sur
 les dits plan et livre de renvoi officiels sous le nu-
 mero quarante-neuf (49) de la subdivision du dit lot
 numéro seize cent trente-six (1636), d'un côté au
 nord-ouest par le lot numéro quarante-sept (47) de
 la subdivision du dit lot numéro seize cent trente-
 six (1636), et de l'autre côté au sud-est par le résidu
 du dit lot numéro quarante-six (46) de la subdivi-
 sion du dit lot numéro seize cent trente-six (1636),
 —sans bâtisses et avec le droit de passage en tout
 temps dans l'avenue Edge Hill et dans la dite
 ruelle jusqu'à la rue Dorchester, en arrière de la
 dite partie nord-ouest du dit lot numéro quarante-
 six (46) de la subdivision du dit lot numéro seize
 cent trente six (1636), circonstances et dépendances.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité
 de Montréal, le HUITIEME jour d'OCTOBRE
 prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit
 bref rapportable le vingtième jour d'octobre pro-
 chain.

J. R. THIBAUDEAU,

 Bureau du Shérif,
 Montréal, 5 août 1897.

 Shérif.
 3061-3

[Première publication, 7 août 1897.]

La publication du 31 juillet 1897 est nulle.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LOUIS SEGUIN**, cultiva-
 No. 916. } teur, de la paroisse de
 Saint-Laurent, district de Montréal. Demandeur ;
 contre les terres et tènements de **JOSEPH SE-
 GUIN**, fils, cultivateur, de la paroisse du Très
 Saint-Rédempteur, district de Montréal, Défendeur.

Une terre sise et située en la paroisse du Très
 Saint-Rédempteur, comté de Vaudreuil, district de
 Montréal ; bornée en front, par le chemin de la con-
 cession Sainte-Madeleine, connue et désignée res-
 pectivement comme lot numéro cent neuf (109) et
 cent vingt et un (121), au plan et dans le livre de
 renvoi officiels de la dite paroisse du Très Saint-
 Rédempteur, et contenant la dite terre quatre-
 vingt-dix-huit arpents en superficie, plus ou moins
 —avec une maison, une grange et autres bâtisses
 dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District de Montréal.

Montréal, to wit : } **EMMANUEL WILLIAM**
 No. 2486. } **GNAEDINGER**, wholesale
 furrier, and **HENRY REINHARDT**, insurance
 broker, both of the city and district of Montreal, in
 their quality of executors and trustees under the last
 will and testament of the late Dame Jessie Burns
 in her lifetime of the said city of Montreal, wife o
 James G. Howden, of the same place, hardware
 merchant, plaintiffs ; against the land and tenement
 of **NORMAN BENJAMIN THOMAS HENDER-
 SON**, of the city of Montreal, lumber merchant, in
 his quality of tutor duly appointed to Muriel Louise
 Henderson, William Macalpine Henderson, Nor-
 man Percy Henderson and Doris Edna Henderson,
 minor children issue of the marriage of the said
 Norman Benjamin Thomas Henderson, and his late
 wife Clara Alice Macalpine, and Clara Augusta
 Henderson, of the city of Montreal, spinster, *filles*
majeure et usant de ses droits, and Harris Reginald
 Henderson, of the said city of Montreal, clerk, all
 of the district of Montreal, Defendants.

Seized as belonging to the said defendants es-
 nom et qualité the following immovable. to wit :

A lot of land situate in the Saint Antoine Ward,
 of the city of Montreal, being the North West part
 of the lot known and designated on the official plan
 and book of reference of said Saint Antoine Ward as
 number forty six (46) of the subdivision of lot original
 number sixteen hundred and thirty six (1636), con-
 taining said North West part forty feet (40), in width
 front by a depth of one hundred and sixty five feet
 (165); bounded as follows: in front towards the North
 East by Edge Hill Avenue, in rear to the south west
 by a lane known and designated on the said offi-
 cial plan and book of reference as number forty
 nine (49) of subdivision of said lot number sixteen
 hundred and thirty six (1636), on one side to the
 North West by lot number forty seven (47) of sub-
 division of said lot number sixteen hundred and
 thirty six (1636), and on the other side to the south
 east by the remainder of said lot number forty six
 (46) of subdivision of said lot number sixteen hun-
 dred and thirty six (1636)—without buildings and
 with the right of ingress and egress at all time to said
 Edge Hill Avenue, and to the said lane through to Dor-
 chester street, in rear of said north west part of said
 lot number forty six (46) of subdivision of said lot
 number sixteen hundred and thirty six (1636), and
 with all the members and appurtenances there-
 unto belonging.

To be sold at my office, in the city of Montreal
 on the EIGHTH day of OCTOBER next at ELE-
 VEN o'clock in the forenoon. The said writ return-
 able on the twentieth day of October next.

J. R. THIBAUDEAU,

 Sheriff's Office,
 Montréal, 5th August, 1897.

 Sheriff.
 3062

[First published, 7th August, 1897.]

Publication of the 31st July 1897 null.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
District of Montreal.

Montréal, to wit : } **LOUIS SEGUIN**, farmer, of
 No. 916. } the parish of Saint Lau-
 rent, district of Montreal, Plaintiff ; against the
 lands and tenements of **JOSEPH SEGUIN, JUNIOR**,
 farmer, of the parish of Le Très Saint Rédempteur,
 district of Montreal, Defendant.

A land situate and being in the parish of Le Très
 Saint Rédempteur, county of Vaudreuil, district of
 Montreal, bounded in front, by the road of the
 Sainte Madeleine concession, known and designated
 respectively as numbers one hundred and nine (109)
 and one hundred and twenty one (121) on the
 official plan and book of reference of the said parish
 of Le Très Saint Rédempteur, and said land con-
 taining ninety-eight arpents in area, more or less—
 with a house, barn and other buildings thereon
 erected.

To be sold at the parochial church door of the

de la paroisse du Très Saint-Rédempteur, le CIN-QUIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le neuvième jour d'octobre prochain.

J. R. THIBAUDEAU,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 27 juillet 1897. 3065-3
[Première publication, 31 juillet 1897.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME JOSEPHINE BOU-
No 734. } CHARD, de la cité et
du district de Montréal, épouse commune en biens
de Louis Philippe Demers, avocat, du même lieu, en
sa qualité d'exécutrice testamentaire de la succe-
sion de feu madame Rosalie McNeil, de son vivant
du village de Napierville, veuve de feu Ephrem
Bouchard, de son vivant notaire, du même lieu et
le dit Louis Philippe Demers, partie aux présentes
pour autoriser sa dite épouse, Demandeurs ; contre
les terres et tenements de JEAN BAPTISTE LA-
PLANTE, JUNIOR, de la cité et du district de
Montréal, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal,
borné en front par la rue Plessis, connu et désigné
comme lot numéro six cent quatre-vingt-sept (687)
des plan et livre de renvoi officiels du quartier
Sainte-Marie—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
Montréal, le CINQUIÈME jour d'OCTOBRE pro-
chain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref
rapportable le dix-neuvième jour d'octobre pro-
chain.

J. R. THIBAUDEAU,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 27 juillet 1897. 3063-3
[Première publication, 31 juillet 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } PATRICK J. CARROLL
No 611. } des cité et district de
Montréal, plombier et poseur d'appareils à gaz, fai-
sant affaires comme tel à Montréal susdit, sous les
nom et raison de "Carroll Br. s", Demandeur ;
contre les terres et tenements de JOHN IRVINE
de la ville de Westmount, dans le district de Mont-
réal, Défendeur.

1° Un terrain dans la ville de Westmount, comté
de Hochelaga, district de Montréal, formant partie
du terrain connu et désigné aux plan et livre de
renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de
Montréal, comme étant le lot numéro mille quatre
cent quinze (No 1415), la dite partie étant bornée au
front par la rue Sainte-Catherine tel qu'elle existe
actuellement ; d'un côté au nord-est à une partie du
dit lot officiel numéro mille quatre cent quinze (1415),
en arrière à une autre partie du dit lot numéro mille
quatre cent quinze (1415), appartenant à la société
dite "The Montreal Amateur Athletic Association"
et de l'autre côté au sud-ouest à une autre partie du
dit lot numéro mille quatre cent quinze (1415) ; la dite
partie ayant environ vingt-deux pieds huit pouces
de largeur et avant et en arrière cent vingt-neuf
pieds de profondeur sans garantie de mesure précise
—avec une maison double et autres bâtisses dessus
érigées.

2° Une autre partie du dit lot mille quatre cent
quatre cent quinze (1415), avoisinant la partie ci-dessus men-
tionnée ; bornée au front par la rue Sainte-Cathe-
rine, en arrière à une autre partie du dit lot appar-
tenant à la dite "Montreal Amateur Athletic Associ-
ation", au nord-est à la partie du lot ci-dessus
décrite et au sud-ouest à une autre partie du dit lot
numéro mille quatre cent quinze (1415), la dite partie
ayant une largeur de vingt-deux pieds huit pouces
de front sur la rue Sainte-Catherine et en arrière,
avec une profondeur de cent vingt-neuf pieds, la
ligne en arrière étant parallèle à la rue Sainte-
Catherine, le tout sans garantie de mesure précise

parish of Le Très Saint Rédempteur, on the FIFTH
day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the
forenoon. The said writ returnable on the ninth
day of October next.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 27th July, 1897. 3066
[First published, 31st July, 1897.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME JOSEPHINE BOU-
No. 734. } CHARD, of the city and
district of Montreal, wife common as to property of
Louis Philippe Demers, advocate, of the same place,
in her quality of testamentary executrix to the
estate of the late Dame Rosalie McNeil, in her
lifetime, of the village of Napierville, widow of the
late Ephrem Bouchard, in his lifetime notary, of
the same place, and the said Louis Philippe Demers,
a party hereunto to authorize his said wife, Plaintiffs ;
against the lands and tenements of JEAN BAP-
TISTE LAPLANTE, JUNIOR, of the city and district
of Montreal, Defendant.

A lot of land situate and being in the city of
Montreal ; bounded in front by Plessis street, known
and designated as lot number six hundred and
eighty-seven (687), of the official plan and book of
reference of Saint Mary's ward—with the buildings
thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the FIFTH day of OCTOBER next, at TEN
o'clock in the forenoon. The said writ returnable
the nineteenth day of October next.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 27th July, 1897. 3064
[First published, 31st July, 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } PATRICK J. CARROLL
No. 611. } of the city and district of
Montreal, plumber and gas fitter as such carrying
on business at Montreal aforesaid, under the firm
name and style of "Carroll Bros", Plaintiff ;
against the lands and tenements of JOHN IRVINE,
of the town of Westmount, in the district of Mon-
treal, Defendant.

1. A lot of land in the town of Westmount, county
of Hochelaga, district of Montreal, forming part
of the lot of land known and designated on the offi-
cial plan and book of reference of the municipality
of the parish of Montreal, as lot number one thou-
sand and four hundred and fifteen (No. 1415), the said
portion being bounded in front by Sainte Catherine
street as at present existing, on one side to the
north east by a part of the said official lot one
thousand four hundred and fifteen, (1415), in rear by
another portion of the said lot number one thou-
sand and four hundred and fifteen (1415), belonging to the
Montreal Amateur Athletic Association, and on the
other side to the south west by another portion of
said lot number one thousand four hundred and fif-
teen (No. 1415), the said portion being about twenty
two feet (22) eight inches (8 in.), in width in front
and in rear one hundred and twenty-nine feet
in depth without warranty as to precise measure-
ments—with a double tenement house and other
buildings thereon erected.

2. Another portion of said lot one thousand four
hundred and fifteen (1415), adjoining the above
portion bounded in front by Sainte Catherine street,
in rear by another portion of the said lot, the prop-
erty of the Montreal Amateur Athletic Associ-
ation, to the north east by the portion of the said
lot above described and to the south west by another
portion of said lot number one thousand four hun-
dred and fifteen (No. 1415), the said portion being of
a width of twenty-two (22) feet, eight (8) inches in
front on Sainte Catherine street and in rear, by a
depth of one hundred and twenty-nine (129) feet,
the rear line being parallel with Sainte Catherine

—avec une maison double et autres bâtiesse dessus érigées.

3° Un lot ou lopin de terre dans la dite ville de Westmount, comté de Hochelaga, district de Montréal, formant partie des terrains connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal comme étant les lots mille quatre cent quatorze (1414) et mille quatre cent quinze (1415); la partie du dit lot mille quatre cent quinze ayant quatre pieds huit pouces de largeur et cent vingt-neuf pieds de profondeur; bornée au front par la rue Sainte-Catherine, en arrière par une partie du dit lot mille quatre cent quinze, appartenant à la dite "Montreal Amateur Athletic Association" au nord-est par la partie du lot mille quatre cent quinze (1415), ci-dessus en second lieu décrite et au sud-ouest par une partie du dit lot mille quatre cent quatorze (1414); la partie du dit lot numéro mille quatre cent quatorze (1414), contenant dix-huit pieds de largeur sur cent vingt-neuf de profondeur, mesure anglaise, sans garantie de mesure précise et bornée comme suit: au front au nord-ouest par la dite rue Sainte-Catherine, en arrière par la partie du dit lot numéro mille quatre cent quatorze, appartenant à la dite "Montreal Amateur Athletic Association", au nord-est par la partie du lot officiel numéro mille quatre cent quinze ci-dessus en dernier lieu décrite, et au sud-ouest par une autre partie du dit lot numéro mille quatre cent quatorze; les dites deux parties des dits lots formant un bloc vingt-deux pieds huit pouces de largeur en front, et en arrière sur une profondeur de cent vingt-neuf pieds, sans garantie de mesure précise—avec une maison double et autres bâtiesse dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau dans la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour d'OCTOBRE prochain à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour d'octobre prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 25 août 1897. 3405-2
[Première publication, 28 août 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, à savoir: } THE BANK OF BRITISH
No. 112. } TISH NORTH AMERICA, corps politique dûment constitué en corporation, ayant sa principale place d'affaires au Canada dans la cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de EDOUARD TRUDEL, des cités et district de Montréal, contracteur Défendeur.

1 Un terrain contenant cinquante pieds de front sur cent vingt-sept pieds de profondeur, mesure anglaise; borné en front par la rue Saint-Denis, dans la cité de Montréal, composé du lot connu comme étant le lot de subdivision numéro quatre du lot deux cent neuf aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis (formant maintenant partie du quartier Saint-Denis de la cité de Montréal) et du lot connu comme étant les lots de subdivision numéro quatre-vingt-sept et quatre-vingt-huit du lot numéro cent quatre-vingt-seize du dit village,—sans bâtiesse.

2° Un terrain connu comme le lot de subdivision numéro quatre-vingt-six du lot cent quatre-vingt-seize aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis (formant maintenant partie du quartier Saint-Denis de la cité de Montréal); borné d'un côté par le lot de subdivision numéro trois du lot officiel numéro cent neuf du dit village, de l'autre côté par le lot de subdivision numéro quatre-vingt-sept du dit lot numéro cent quatre-vingt-seize et des deux autres côtés par des ruelles,—avec les bâtiesse dessus érigées.

street, the whole without warrantly as to precise measurement—with a double tenement house and other buildings thereon erected.

3. A piece or parcel of land in the said town of Westmount, county of Hochelaga, district of Montreal, forming part and portion of the lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as lots number one thousand four hundred and fourteen (1414) and one thousand four hundred and fifteen (1415); the portion of said lot one thousand four hundred and fifteen, being four feet eight inches in width, and one hundred and twenty-nine (129) feet in depth; bounded in front by Saint Catherine street, in rear by a portion of the said lot one thousand four hundred and fifteen (1415), the property of the Montreal Amateur Athletic Association, to the north east by the portion of said lot one thousand four hundred and fifteen (1415), secondly above described, and to the south west by a portion of the said lot one thousand four hundred and fourteen (1414); the portion of the said lot number one thousand four hundred and fourteen (1414), containing eighteen feet in width by one hundred and twenty-nine feet in depth, english measure, without precise measurement, and bounded as follows: in front to the north west by said Saint Catherine street, in rear by the portion of said lot number one thousand four hundred and fourteen (1414), belonging to the Montreal Amateur Athletic Association, to the north east by the portion of official lot number one thousand four hundred and fifteen, lastly above described, and to the south west by another part of the said lot number one thousand four hundred and fourteen; the said two portions of the said lots forming one block, twenty-two feet eight inches in width in front and in rear by one hundred and twenty-nine feet in depth without warrantly as to precise measurements—with a double tenement house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of October next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Shérif.
Montreal, 25th August 1897. 3406
[First published, 28th August, 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE BANK OF BRITISH
No. 112. } TISH NORTH AMERICA, a body corporate duly incorporated, having its principal place of business in Canada, in the city of Montreal, in the district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of EDOUARD TRUDEL, of the city and district of Montreal, contractor Defendant.

1. A lot of land containing fifty feet in front by one hundred and twenty-seven feet in depth, english measure; bounded in front by Saint Denis street, in the city of Montreal, composed of the lot known as subdivision lot number four of the lot two hundred and nine on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis (now forming part of Saint Denis ward, in the city of Montreal) and of the lot known as subdivision number eighty-seven and eighty-eight of lot one hundred and ninety-six of said village—without buildings.

2. A lot of land known as subdivision number eighty-six of lot number one hundred and ninety-six on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis (now forming part of Saint Denis ward in the city of Montreal); bounded on one side by subdivision lot number three of official lot one hundred and nine of said village, on another side by subdivision lot number eighty-seven of said lot number one hundred and ninety-six and on the remaining two sides by lanes—with buildings thereon erected.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal le VINGT-NEUVIEME jour d'OCTOBRE prochain à TROIS heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le deuxième jour de novembre prochain.

J. R. THIBAUDEAU,
Bureau du Shérif, Shérif,
Montréal, 25 août 1897. 3403-2
[Première publication, 28 août 1897.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Ottawa, à savoir: } **A** NASTASIA LAVOIE, de la
No. 288. } cité de Hull, veuve de feu
Charles F. B. Piché, Demanderesse, et A. X. Talbot, avocat, Demandeur par distraction de frais; contre les biens et effets, terres et tenements de ISIDORE DESROSIERS, fils, de la cité de Hull, dans le dit district, Défendeur, à savoir:

Toute cette maison et autres bâtisses et dépendances érigées sur le lot de terre désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de la cité de Hull, sous le numéro cinq cent soixante et onze (571), du quartier numéros trois de la dite cité de Hull.

Pour être vendues au bureau du shérif dans la cité de Hull, le VINGT-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi

COUTLEE & WRIGHT,
Bureau du Shérif, Shérif,
Cité de Hull, 22 septembre 1897. 3705
[Première publication, 25 septembre 1897.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure—Bryson.
Canada, } **THOMAS MURRAY ET**
Province de Québec, } **AL.**, Demandeurs; contre
District de Pontiac, } les biens et effets, les terres
No. 194. } et tenements de JAMES
RYAN, Défendeur, à savoir:

1° La moitié sud du lot numéro vingt, du sixième rang du canton de l'Île aux Allumettes, dans le district de Pontiac; bornée au nord par la moitié nord du dit lot, au sud par la cinquième concession, à l'est par le lot numéro dix-neuf, et à l'ouest par le lot numéro vingt et un, du dit sixième rang.

2° La moitié sud du lot numéro vingt et un, du sixième rang du dit canton; bornée au nord par la moitié nord du dit lot vingt et un, au sud par la cinquième concession, à l'est par le dit lot numéro vingt, et à l'ouest par le lot numéro vingt-deux, du dit sixième rang—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

To be sold at my office in the city of Montreal on the TWENTY-NINTH day of OCTOBER next at THREE o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the second day of November next.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff's Office, Sheriff,
Montreal, 25th August 1897. 3404
[First published, 28th August, 1897.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Ottawa, to wit: } **A** NASTASIA LAVOIE, of the
No. 288. } city of Hull, widow of the
late Charles F. B. Piché, Plaintiff, and A. X. Talbot, advocate, Plaintiff par distraction de frais; against the goods and chattels, lands and tenements of ISIDORE DESROSIERS, junior, of the city of Hull, in the said district, Defendant, to wit:

That certain house and other buildings and dependencies erected on the lot of land, designated on the official plan and book of reference of the city of Hull, as number five hundred and seventy-one (571) in ward number three of the said city of Hull.

To be sold at the sheriff's office in the city of Hull, on the TWENTY-SEVENTH day of OCTOBER next, at the hour of TEN in the forenoon.

COUTLEE & WRIGHT,
Sheriff's Office, Sheriff,
City of Hull, 22nd September, 1897. 3706
[First published, 25th September, 1897.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *en d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

In the Superior Court—Bryson.
Canada, } **THOMAS MURRAY ET**
Province of Québec, } **AL.**, Plaintiffs; against
District of Pontiac, } the goods and chattels, lands
No. 194. } and tenements of JAMES
RYAN, Defendant, to wit:

1. The south half of lot twenty in the sixth range of the township of Allumette Island, in the district of Pontiac; bounded to the north by the north half of said lot, to the south by the fifth concession, to the east by lot nineteen and to the west by lot twenty-one in said sixth range.

2. The south half of lot twenty-one in the said sixth range of said township; bounded to the north by the north half of said lot twenty-one, to the south by the fifth concession, to the east by the aforesaid lot twenty and to the west by lot twenty-two in said sixth range—with the buildings thereon erected and the numbers and appurtenances thereunto belonging.

Pour être vendues à mon bureau, dans le village de Bryson, le VINGT-NEUVIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le deuxième jour de novembre prochain.

SIMON McNALLY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Bryson, 19 août 1897. 3377-2
[Première publication, 28 août 1897.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**ANS une cause ou DAME No 574. } **M**ARIE ALEXANDRINE THIVIERGE, de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste, Ile d'Orléans *et vir*, étaient Demandeurs, et DAMASE CINQ-MARS, de la paroisse de Saint-Laurent, Ile d'Orléans, était Défendeur et Jacques Malouin, écuyer, conseil de la Reine *et al*, étaient procureur distrayants, les dits demandeurs Marie Alexandrine Thivierge *et al*, contre le dit Damase Cinq-Mars.

1° La partie nord du lot No 57 (cinquante-sept), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent, Ile d'Orléans, étant un lot de terre borné au nord par Thomas Labbé, au sud au chemin public, à l'est au dit Thomas Labbé et à l'ouest à Jean Maranda—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

2° Le No 43 (quarante-trois), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent, Ile d'Orléans, étant un lot de terre située au nord du chemin public, circonstances et dépendances.

3° Le No 45 (quarante-cinq), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent, Ile d'Orléans, étant un lot de terre situé au sud du chemin public—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Laurent, Ile d'Orléans, le VINGT-HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 23 septembre 1897. 3713
[Première publication 25 septembre 1897.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **L**E REVEREND MESSIRE No 2573 B. } **O**LIVIER DESORCY, prêtre, curé, de la ville de Saint-Ours, dans le dit district de Richelieu, Demandeur ; contre DAVID PROULX, ci-devant de la paroisse de Sainte-Victoire, dans le district de Richelieu, actuellement absent de cette province, aux Etats-Unis d'Amérique, Défendeur.

Un morceau de terre situé au village de la paroisse de Sainte-Victoire, en la concession sud de la première rivière du Pot-au-Beurre, étant le lot numéro trois cent cinquante-neuf (No 359), du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Victoire, de cent pieds de front sur cent pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale

To be sold at my office in the village of Bryson, on the TWENTY-NINTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Writ returnable the second day of November next.

SIMON McNALLY,

Sheriff's Office, Shérif.
Bryson, August 19th 1897. 3378
[First published, 28th August, 1897.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **I**N a suit in which DAME No. 574. } **M**ARIE ALEXANDRINE THIVIERGE, of the parish of Saint Jean Baptiste, Isle of Orleans, *et vir*, were Plaintiffs ; and DAMASE CINQ-MARS, of the parish of Saint Laurent, Isle of Orleans, was Defendant, and Jacques Malouin, Queen's Counsel, *et al.*, esquire, were attorneys distracting, the said plaintiffs Marie Alexandrine Thivierge, *et al.*, against the said Damase Cinq-Mars.

1. The north part of lot No. 57 (fifty-seven), of the official cadastre of Saint Laurent, Isle of Orleans, being a lot of land bounded on the north by Thomas Labbé, on the south by the public road, on the east by the said Thomas Labbé and on the west by Jean Maranda—with buildings, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 43 (forty-three), of the official cadastre of the parish of Saint Laurent, Isle of Orleans, being a lot of land situate on the north of the public road—circumstances and dependencies.

3. Lot No. 45 (forty-five), of the official cadastre of the parish of Saint Laurent, Isle of Orleans, being a lot of land situate on the south of the public road—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Saint Laurent, Isle of Orleans, on the TWENTY-EIGHTH day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Shérif.
Québec, 23rd September, 1897. 3714
[First published, 25th September, 1897.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **T**HE REVEREND OLIVIER No. 2573 B. } **D**ESORCY, priest, parish priest of the town of Saint Ours, in the district of Richelieu, Plaintiff ; against DAVID PROULX, formerly of the parish of Sainte Victoire, in the district of Richelieu, actually absent from this province ; and being in the United States of America, Defendant.

A piece of land situate in the village of the parish of Sainte Victoire, in the south concession of the first river of Pot au Beurre, being number three hundred and fifty-nine (No. 359), of the official cadastre of the said parish of Sainte Victoire, of one hundred feet in front by one hundred feet in depth, the whole more or less—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the

de la paroisse de Sainte-Victoire, le VINGT-SEPTIEME jour du mois d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quatrième jour du mois de novembre prochain.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 23 septembre 1897. 3715
[Première publication, 25 septembre 1897.]

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } ALPHONSE LARIVIERE,
No. 4139. } Demandeur ; contre OVIDE
LARIVIERE, Défendeur, et A. Durocher, cura-
teur.

Un morceau de terre situé au village de la paroisse de Saint-Aimé, sur la rue Bonsecours, étant la partie sud-est du lot numéro quatre cent vingt-deux (pt. No. 422), et tout le lot numéro quatre cent vingt-trois (No. 423), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Aimé, de soixante pieds de front sur cent cinquante pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Aimé, le SEPTIEME jour du mois d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 1er septembre 1897. 3489-2
[Première publication, 4 septembre 1897.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

Malbaie, à savoir : } NAPOLEON GAUTHIER
No 708. } ET J. S. PERRAULT,
son procureur distrayant, Demandeurs ; contre
MERON GAUTHIER ET AL., Défendeurs, à savoir :

1° Le lot numéro vingt (20), du cadastre officiel de la paroisse des Eboulements, situé concession Saint-Thomas—avec bâtisses sus-érigées.

2° Le lot numéro cent vingt-deux (122), du cadastre officiel de la paroisse Saint-Irénée.

Pour être vendus, le premier lot à la porte de l'église de la paroisse des Eboulements le TROISIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin, et le second lot à la porte de l'église de la paroisse Saint-Irénée, le MEME JOUR, à TROIS heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de novembre prochain.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Malbaie, 14 août 1897. 3387-2
[Première publication, 28 août 1897.]

parish of Sainte Victoire, on the TWENTY-SEVENTH day of the month of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable the fourth day of November next.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 23rd September, 1897. 3716
[First published, 25th September, 1897.]

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } ALPHONSE LARIVIERE,
No. 4139. } Plaintiff ; against OVIDE
LARIVIERE, Defendant, and A. Durocher, curator.

A piece of land situate in the village of the parish of Saint Aimé, on Bonsecours street, being south east part of lot number four hundred and twenty two (pt. No. 422), and the whole of lot number four hundred and twenty three (No. 423) of the official cadastre of the said parish of Saint Aimé, of sixty feet in front by one hundred and fifty feet in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Aimé, on the SEVENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 1st September, 1897. 3490
[First published, 4th September, 1897.]

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law, all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

Malbaie to wit : } NAPOLEON GAUTHIER
No. 708. } AND J. S. PERRAULT,
his attorney distracting, Plaintiffs ; against MERON
GAUTHIER et al., Defendants, to wit :

1° Lot number twenty (No. 20), of the official cadastre of the parish of Eboulements, situate in the Saint Thomas concession—with buildings thereon erected.

2° Lot number one hundred and twenty-two (No. 122) of the official cadastre of the parish of Saint Irénée.

To be sold, the first lot at the church door of the parish of Eboulements, on the THIRD day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon, and the second lot at the church door of the parish of Saint Irénée, on the SAME DAY, at THREE of the clock, in the afternoon. Said writ returnable the twentieth day of November next.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Malbaie, 14th August, 1897. 3388
[First published, 28th August, 1897.]

Ventes par le Shérif—St-François

Sheriff's Sales—St. Francis

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District d'Arthabaska.

Saint-François, à savoir : } **LA FONDERIE DE**
No. 157. } **PLESSISVILLE,**

corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa place d'affaires dans le village de Plessisville, dans le comté de Mégantic, dans le district d'Arthabaska, Demanderesse; contre les terres et tenements de **JOSEPH BRULOTTE**, du canton de Emberton, dans le comté de Compton, dans le district de Saint-François, Défendeur, à savoir :

Ce morceau de terre situé dans le canton de Emberton, dans le comté de Compton, dans le district de Saint-François, connu comme étant le coin sud-ouest du lot numéro vingt-deux a (No. 22 a), dans le deuxième rang du dit canton, tel qu'il apparaît sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Emberton; borné à l'ouest par le chemin conduisant de Chartierville jusqu'à la ligne provinciale, à l'est par une autre partie du même lot, au nord par une autre partie du dit lot appartenant à Charles Martin, et au sud par la ligne sud du dit lot, mesurant environ deux arpents le long du dit chemin et un arpent dans la profondeur, et contenant deux arpents en superficie, plus ou moins—avec les bâties sus-érigées, comprenant un moulin à scie avec toutes les machines qui s'y trouvent et y appartenant, sauf et excepté une machine à planer, à rainure et à languette, avec ses courroies, appartenant au dit demandeur.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de La Décollation de Saint-Jean-Baptiste, dans le dit canton de Emberton, le **VINGT-SIXIEME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le deuxième jour de novembre prochain.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 22 septembre 1897. 3701
[Première publication, 25 septembre 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour de Circuit pour le District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **LA BANQUE NA-**
No. 221. } **TIONALE,** corps

politique et incorporé, corporation dûment incorporée suivant la loi, ayant son principal bureau et sa place d'affaires dans les cité et district de Québec, Demanderesse; contre **S. C. WILLARD** et **G. W. WILLARD**, tous deux du canton de Dudswell, dans le comté de Wolfe, dans le district de Saint-François (conjointement et solidairement), Défendeurs.

Saisis comme appartenant au dit défendeur **G. W. Willard**, les immeubles suivants, à savoir :

Ces lots ou morceaux de terre situés dans le village de Marbleton, dans le comté de Wolfe, dans le district de Saint-François, connus et désignés sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le dit village de Marbleton, comme lots numéros trois cent quarante et trois cent quarante et un (Nos 340 et 341); bornés en front par le chemin public—avec les bâties sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adolphe de Dudswell, le **VINGT-SEPTIEME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable dans le délai fixé par la loi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 23 septembre 1897. 3727
[Première publication, 25 septembre 1897.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.

Saint Francis, to wit : } **LA FONDERIE DE**
No. 157. } **PLESSISVILLE,** a

body politic and incorporated having its principal office and place of business in the village of Plessisville, in the county of Mégantic, in the district of Arthabaska, Plaintiff; against the lands and tenements of **JOSEPH BRULOTTE**, of the township of Emberton, in the county of Compton, in the district of Saint Francis, Defendant, to wit :

That certain parcel of land situate in the township of Emberton, in the county of Compton, in the district of Saint Francis, known as being the south west corner of the lot number twenty-two a, (No. 22 a), in the second range of the said township, as shown on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Emberton; bounded on the west by the road leading from Chartierville to the Provincial line, on the east by an other part of the same lot, on the north by an other part of the said lot belonging to Charles Martin, and on the south line of the said lot, measuring about two arpents along the said road, and one arpent in depth and containing two arpents in superficies, more or less—with the buildings thereon erected, comprising a saw mill with all the machinery therein contained and thereunto belonging, save and except a planing and tongue and growing machine—with its beltings, belonging to the said Plaintiff.

To be sold at the church door of the parish of La Décollation de Saint Jean Baptiste, in the said township of Emberton, on the **TWENTY-SIXTH** day of **OCTOBER** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the second day of November next.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 22nd September, 1897. 3702
[First published, 25th September, 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Circuit Court for the District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **LA BANQUE NA-**
No. 221. } **TIONALE,** a body

politie and corporate, a corporation duly incorporated according to law, having its principal office and place of business in the city and district of Québec, Plaintiff; against **S. C. WILLARD** and **G. W. WILLARD**, both of the township of Dudswell, in the county of Wolfe, in the district of Saint Francis (jointly and severally), Defendants.

Seized as belonging to the said defendant **G. W. Willard**, the following immoveables, to wit :

Those certain lot or parcels of land situate in the village of Marbleton, in the county of Wolfe, in the district of Saint Francis, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said village of Marbleton, as the lots numbers three hundred and forty and three hundred and forty-one (Nos 340 and 341); bounded in front by the highway—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint Adolphe de Dudswell, on the **TWENTY-SEVENTH** day of **OCTOBER** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon. The said writ returnable within the delay fixed by law.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 23rd September, 1897. 3728
[First published 25th September, 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } **C**LEOPHAS JAC-
No. 708. } **Q**UES, du canton
de Garthby, dans le comté de Wolfe, dans le district
de Saint-François, marchand, Demandeur ; contre
les terres et tenements de MAGLOIRE GRE-
GOIRE, du même lieu, Défendeur, à savoir :

Ces lots ou morceaux de terre situés dans le can-
ton de Garthby, dans les dits comté et district, con-
nus et désignés comme étant :

Premièrement : Le lot numéro quarante-neuf
dans le premier rang sud du dit canton de Garthby,
contenant cinquante acres de terre en superficie,
plus ou moins ; borné en front par le chemin pu-
blic, en arrière par la ligne du rang, d'un côté par
la terre de Joseph Grégoire, jr., et de l'autre côté
par le lot ci-après en deuxième lieu décrit, apparte-
nant au dit défendeur—avec les bâtisses sus-érigées
et améliorations faites.

Deuxièmement : Le lot numéro cinquante dans
le dit premier rang sud du dit canton de Garthby,
contenant cinquante acres de terre en superficie,
plus ou moins ; borné en front par le chemin public,
en arrière par la ligne du rang, d'un côté par le lot
de terre ci-dessus en premier lieu décrit et de l'autre
côté par la terre de Adélaïde Lepage.

Troisièmement : Le lot numéro cinquante-trois
dans le dit premier rang sud, du dit canton de
Garthby, contenant cinquante acres de terre en
superficie, plus ou moins ; borné en front par le
chemin public, en arrière par la ligne du rang, d'un
côté par la terre de Victor Grenier et de l'autre côté
par la terre de Michael McGrath.

Pour être vendus à la porte de l'église de la pa-
roisse de Saint-Olivier de Garthby, le VINGT-
HUITIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à UNE
heure de l'après-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 23 septembre 1897. 3725
[Première publication, 25 septembre 1897.]

QUATRIÈME VENDITIONI EXPONAS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } **J**OSEPH GIBB RO-
No. 107. } **B**ERTSON, De-
mandeur ; contre GEORGE IRVINE, Défendeur ;
et la Compagnie de Chemin de fer Québec Central,
Intervenant, et le dit Demandeur contestant. La
dite Intervenant contre les terres et tenements du
dit Demandeur William H. Bissell, premier adju-
dicataire, et Benjamin E. Mosher, deuxième adju-
dicataire, et James R. Woodward, troisième adju-
dicataire, et Walter Placey, quatrième adjudicataire
dans la présente cause.

Avis est par le présent donné que la vente des
immeubles saisis dans cette cause annoncée comme
devant avoir lieu à dix heures de l'avant-midi, le
dix-neuvième jour de juillet 1897, dans mon bureau,
au Palais de Justice, dans la cité de Sherbrooke,
aura lieu à DIX heures de l'avant-midi, le qua-
TRIÈME jour d'OCTOBRE 1897, dans mon dit
bureau, au Palais de Justice, dans la dite cité de
Sherbrooke.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 11 septembre 1897. 3583-2
[Première publication, 18 septembre 1897.]

QUATRIÈME VENDITIONI EXPONAS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } **T**HE SHERBROOKE
No. 932. } **L**OAN AND MORT-
GAGE COMPANY, Demanderesse ; contre les
terres et tenements de l'honorable JOSEPH GIBB
ROBERTSON, Défendeur, Albert Gallatin Wood-
ward, premier adjudicataire, et Newman T. Blake,
deuxième adjudicataire, et Simon Moranville, troi-
sième adjudicataire, et Walter Placey, quatrième
adjudicataire dans la présente cause, et MM. Cate
& Wells, procureurs du demandeur, requérant, dis-
trayants de frais.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } **C**LEOPHAS J A C -
No. 708. } **Q**UES, of the town-
ship of Garthby, in the county of Wolfe, in the dis-
trict of Saint Francis, merchant, Plaintiff ; against
the lands and tenements of MAGLOIRE GRE-
GOIRE, of the same place, Defendant, to wit :

Those certain lots or parcels of land situate in
the township of Garthby in the said county and dis-
trict, known and designated as being :

Firstly : The lot number forty-nine in the first
range south of the said township of Garthby, con-
taining fifty acres of land in superficies, more or
less ; bounded in front by the highway, in rear by
the range line, on one side by the land of Joseph
Grégoire, jr., and on the other side by the lot here-
in secondly described belonging to the said defen-
dant—with the buildings and improvements thereon
erected and made.

Secondly : The lot number fifty in the said first
range south of the said township of Garthby, con-
taining fifty acres of land in superficies, more or less ;
bounded in front by the highway, in rear by the
range line, on one side by the lot of land above
firstly described, and on the other side by the land
of Adélaïde Lepage.

Thirdly : The lot number fifty-three in the said
first range south, of the said township of Garthby,
containing fifty acres of land in superficies, more or
less ; bounded in front by the highway, in rear by
the range line, on one side by the land of Victor
Grenier, and on the other side by the land of
Michael McGrath.

To be sold at the church door of the parish of
Saint-Olivier de Garthby, on the TWENTY-
EIGHTH day of OCTOBER next, at ONE of the
clock in the afternoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 23rd September, 1897. 3726
[First published, 25th September, 1897.]

FOURTH VENDITIONI EXPONAS.

Superior Court—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } **J**OSEPH GIBB RO-
No. 107. } **B**ERTSON, Plaintiff ;
against GEORGE IRVINE, Defendant ; and the
Quebec Central Railway Company, Interveners,
and said Plaintiff contestant. The said Inter-
venants against the lands and tenements of the said
Plaintiff William H. Bissell, first adjudicataire, and
Benjamin E. Mosher, second adjudicataire, and
James R. Woodward, third adjudicataire, and
Walter Placey, fourth adjudicataire in the present
cause.

Notice is hereby given that the sale of the im-
moveables seized in this cause formerly announced
to take place at ten o' the clock in the forenoon,
on the nineteenth day of July 1897, at my office, at
the Court House, in the city of Sherbrooke, will
take place at TEN o' the clock in the forenoon, on
the FOURTH day of OCTOBER 1897, at my said
office, at the Court House, in the said city of Sher-
brooke.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 11th September 1897. 3584
[First publication, 18th September 1897.]

FOURTH VENDITIONI EXPONAS.

Superior Court—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } **T**HE SHERBROOKE
No. 932. } **L**OAN AND MORTGAGE
COMPANY, Plaintiff ; against the land and tenements
of the honorable JOSEPH GIBB ROBERTSON, Defendant ;
Albert Gallatin Woodward, first adjudicataire, and
Newman T. Blake, second adjudicataire, and Simon
Moranville, third adjudicataire, and Walter Placey,
fourth adjudicataire in the present cause, and Messrs.
Cate and Wells, attorneys for plaintiff, petitioner,
distrayants de frais.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis en cette cause, annoncée ci-devant comme devant avoir lieu à dix heures de l'avant-midi, le vingt-huitième jour de juin 1897, dans mon bureau, au palais de justice, dans la cité de Sherbrooke, aura lieu à ONZE heures de l'avant-midi, le QUATRIÈME jour d'OCTOBRE 1897, dans mon dit bureau, au palais de justice, dans la dite cité de Sherbrooke.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 15 septembre 1897. 3613-2
[Première publication, 18 septembre 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour de Circuit, pour le district d'Arthabaska, dans et pour le comté de Mégantic.

Saint-François, à savoir : } FREDERICK CRUIKS-
No. 6282. } HANKS, journalier, ci-

devant du canton de Leeds, et maintenant de l'endroit appelé Davis, dans l'Etat de Virginie Ouest, un des États-Unis d'Amérique, Demandeur ; contre les terres et tenements de HARRY F. GOFF, de la ville de Cookshire, dans le district de Saint-François, Défendeur, à savoir :

Ce lot de terre situé dans la ville de Cookshire, dans le district de Saint-François, formant partie du lot numéro onze, dans le huitième rang, subdivision primitive, du canton de Eaton, maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du dit canton de Eaton, comme lot numéro onze-quarante-quatre (No 11-44), dans le huitième rang ; borné en front par la rue Craig, dans la dite ville de Cookshire—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Camille de Cookshire, dans la dite ville de Cookshire, le DEUXIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour d'octobre prochain.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 27 juillet 1897. 3073-3
[Première publication, 31 juillet 1897.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés on été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le comté de Terrebonne.

District de Terrebonne } LOUISE B. LA-
Sainte-Scholastique, à savoir : } FLEUR, De-
No 2319. } manderesse ; vs JERE-

MIE DESPATIE, Défendeur, à savoir :

Une terre située au premier rang du canton Morin, en la paroisse de Sainte-Adèle, district de Terrebonne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse sous le numéro vingt-trois (No 23)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in this cause formerly announced to take place at ten of the clock in the forenoon on the twenty eighth day of June, 1897, at my office at the court house, in the city of Sherbrooke, will take place at ELEVEN of the clock in the forenoon on the FOURTH day of OCTOBER, 1897, at my said office, at the court house, in the said city of Sherbrooke.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 15th September, 1897. 3614
[First published, 18th September, 1897.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Circuit Court, for the district of Arthabaska, in and for the county of Mégantic.

Saint Francis, to wit : } FREDERICK CRUIKS-
No. 6282. } HANKS, laborer, here-

tofore of the township of Leeds, and now of the place called Davis, in the state of West Virginia, one of the United States of America, Plaintiff ; against the lands and tenements of HARRY F. GOFF, of the town of Cookshire, in the district of Saint Francis, Defendant, to wit :

That certain lot of land situate in the town of Cookshire, in the district of Saint Francis, forming part of the lot number eleven, in the eighth range of the primitive subdivision of the township of Eaton, now known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Eaton, as the lot number eleven-forty-four (No 11-44), in the eighth range ; bounded in front by Craig street, in said town of Cookshire—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint Camille of Cookshire, in the said town of Cookshire, on the SECOND day of OCTOBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of October next.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 27th July, 1897. 3074
[First published, 31st July, 1897.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the county of Terrebonne.

District of Terrebonne } LOUISE B. LA-
Ste-Scholastique, to wit : } FLEUR, Plaintiff ;
No. 2319. } vs. JEREMIE DES-

PATIE, Defendant, to wit :

A land situate in the first range of the township Morin, in the parish of Sainte-Adèle, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish, as number twenty-three (23) — with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the

de la paroisse de Sainte-Adèle, dit district, le **PREMIER** jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour d'octobre prochain (1897).

LAPOINTE & PREVOST.

Bureau du Shérif, Shérifs.
Ste-Scholastique ce 26 juillet 1897. 3043-3
[Première publication le 31 juillet 1897.]

parish of Sainte Adèle, said district, on the **FIRST** day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of October next (1897).

LAPOINTE & PREVOST.

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 26th July, 1897. 3044
[First published, 31st July, 1897.]

Nominations

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR** de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes en date du 2 septembre 1892, pour la paroisse de Sainte-Julie de Somerset, dans le comté de Mégantic, et de nommer par commission en date du 22 mai 1897, MM. Jean-Baptiste Onésime Legendre, Napoléon Houde, Honoré Brunelle Tourigny, Bernard Dion, Désiré Houde, commissaires de la dite cour.

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR** de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes en date du 14 juin 1881, pour le canton de Ham Nord, dans le comté de Wolfe, et de nommer par commission en date du 17 septembre 1897, MM. Patrice Blais, Jean-Baptiste Juneau, Alfred Labrèque, commissaires de la dite cour. 3729½

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton Ristigouche.
Lot 10 du 2e rang ouest à Johua Milles.
Canton Macpès.
Lot 9 du 3e rang, à Célestin Brisson.
Canton Fleurian.
6e rang.
Lot 11, à La Jalbert.
Lot 65, à J.-Bte Thibault.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec 25 septembre 1897. 3719

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants, des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Adj. 6537.
Maddington.
Lot 9, de la continuation du 11e rang, à Antoine Goupille.

Appointments

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the **LIEUTENANT GOVERNOR**, has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes dated the 2nd of September, 1892, for the parish of Sainte Julie de Somerset, in the county of Mégantic, and by commission dated the 22nd of May, 1897, to appoint Messrs. Jean-Baptiste Onésime Legendre, Napoléon Houde, Honoré Brunelle Tourigny, Bernard Dion and Désiré Houde, commissioners of the said court.

His Honor the **LIEUTENANT GOVERNOR** has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes dated the 14th of June, 1881, for the township of Ham North, in the county of Wolfe, and by commission dated the 17th of September, 1897, to appoint Messrs. Patrice Blais, Jean-Baptiste Juneau, Alfred Labrèque, commissioners of the said court. 3730½

Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of this notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Ristigouche.
Lot 10 of 2nd range West, to Johua Milles.
Township Macpès.
Lot 9 of 3rd range, to Celestin Brisson.
Township Fleurian.
6th range.
Lot 11, to La. Jalbert.
Lot 65, to J. Bte. Thibault.

E. E. TACHÉ,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 25th September, 1897. 3720

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of this notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6537.
Maddington.
Lot 9, in the continuation of the 11th range to Antoine Goupille.

Adj. 6538.

Aston.

Lot 12, du 14e rang à J. B. Ayotte.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 24 septembre 1897.

3741

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du seizième jour de septembre courant constituant en corporation, James King, marchand, de la cité Québec, William Yuile, manufacturier, de la cité de Montréal, Joseph de Labroquerie Taché, notaire, de la cité de Saint-Hyacinthe; Jean Taché, banquier, de la cité de Québec, et Louis Gendreau, manufacturier et mineur, de Saint-George de la Beauce, pour l'exploitation de mines d'or et autres métaux en cette province, sous le nom de "The Central Quebec Gold Fields Company," avec un fonds social s'élevant en totalité à six mille piastres (\$6,000) divisé en six cents (600) parts de dix piastres (\$10.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-unième jour de septembre 1897.

JOS. BOIVIN,

3731

Assist. secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du seizième jour de septembre courant, incorporant Erskine Guthrie Scott, de la cité de Québec, marchand; Matthew James Butler, de la ville de Napanee, dans la province d'Ontario, ingénieur civil; Frederick Gamble Bingham Allan, du village de Napanee Mills, dans la province d'Ontario, manufacturier; Roderick Chrysler Carter, de la cité de Kingston, dans la province d'Ontario, marchand; Frederick Sherwood, Rathbun, de la ville de Desoronto, dans la province d'Ontario, manufacturier, et James Naismith Greenshields, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

De manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de ciment et autres produits semblables pour toutes les fins pour lesquelles il peut être employé.

De faire en général les affaires de manufacturiers et de marchands.

D'acquiescer, construire, louer et entretenir toutes bâtisses et propriétés nécessaires ou convenables pour faire les susdites affaires et de plus en disposer.

D'acquiescer de l'eau, vapeur, électricité ou autre pouvoir et s'en servir pour les susdits objets.

D'acquiescer par achat, licence ou autrement et de se servir de licence ou disposer autrement de toute invention, droit de patente ou lettres patentes pour les travaux et entreprises autorisés par le présent et payer au vendeur le prix d'iceux, soit en partie, soit totalement en argent ou par redevance, ou totalement ou partie par des actions de la compagnie complètement payées, ou en partie par des actions payées de la compagnie ou par toute combinaison de telles méthodes de paiement et d'assumer être responsables toutes obligations ou dettes du vendeur d'iceux ou les payer.

D'octroyer des licences à toute personne ou compagnie pour se servir de toutes patente, licence ou tout droit tenus et possédés par la compagnie et en recevoir le paiement soit en argent, soit en bons, soit en débiteures, soit en actions payées complètement du fonds social et de toute autre compagnie, soit par redevance sur toute telle licence, ou tout tel droit de patentes, et devenir actionnaire dans toute telle compagnie et donner des procurations à toute personne en son propre nom pour voter à toutes les assemblées des actionnaires de telles autres compagnies, sous le nom de "St.

Adj. 6538.

Aston.

Lot 12, in 14th range to J. B. Ayotte.

E. E. TACHÉ
Assistant Commissioner.Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 24th September, 1897.

3742

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September instant, incorporating James King, merchant, of the city of Quebec; William Yuile, manufacturer, of the city of Montreal; Joseph de Labroquerie Taché, notary, of the city of Saint Hyacinthe; Jean Taché, banker, of the city of Quebec, and Louis Gendreau, manufacturer and minor, of Saint Georges de la Beauce, for the purpose of working gold mines and other metals, in this province, under the name of "The Central Quebec Gold Fields Company, with a total capital stock of six thousand dollars (\$6,000), divided into six hundred (600) shares of ten dollars (\$10.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty first day of September, 1897.

JOS. BOIVIN.

3732

Assistant-Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September instant incorporating Erskine Guthrie Scott, of the city of Quebec, merchant; Matthew James Butler, of the town of Napanee, in the province of Ontario, civil engineer; Frederick Gamble Bingham Allan, of the village of Napanee Mills, in the province of Ontario, manufacturer; Roderick Chrysler Carter, of the city of Kingston, in the province of Ontario, merchant; Frederick Sherwood Rathbun, of the town of Desoronto, in the province of Ontario, manufacturer, and James Naismith Greenshields, of the city of Montreal, advocate, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and deal in cement and other like products for any of the purposes for which the same may be used.

To carry on the business of general manufacturers and general merchants.

To acquire, construct, lease and maintain all buildings and properties necessary or convenient for the proper carrying on of the business aforesaid, and again dispose of the same.

To acquire and use water, steam, electric or other power for the purposes aforesaid.

To acquire by purchase, license or otherwise, and use license or otherwise, dispose of any invention, patent rights or letters patent for the purposes of the works and undertaking hereby authorized and may pay the seller the price thereof whether partly or wholly in cash or by royalty, or wholly or partly in fully paid-up shares of the company, or in partly paid-up shares of the company or by any combination of such methods of payment and may assume or pay any obligations or liabilities of the seller thereof.

To grant licenses to any person or company to use any patent, license or right held and owned by the company and may receive payment thereof either in cash or in bonds or debentures, or in fully paid up shares of the capital stock of any other such company, or by royalty upon any such patent license or right and the company may become a shareholder in any such company and may grant proxies to any person on its behalf to vote at all meetings of shareholders of such other companies, by the name of "St. Lawrence Portland Cement Company," with a total capital stock of twenty-five thousand dollars

Lawrence Portland Cement Company", avec un fonds social de vingt-cinq mille piastres (\$25,000) divisé en deux cent cinquante (250) actions, de cent piastres (\$100) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-unième jour de septembre 1897.

JOS. BOIVIN,
Assistant secrétaire.

3739

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-unième jour d'août courant, incorporant John Henry Taylor, cultivateur; Charles Nixon Reade, cultivateur; Alton Hodge, cultivateur; Henry Herbert Rogers, cultivateur, tous du canton d'Eaton; William Henry Learned, comptable; Louis Joseph Damase Gauthier, gentilhomme, tous deux de la ville de Cookshire, et Lockhart Rand Willard, du village d'East Angus, hôtelier, tous du comté de Compton, dans la province de Québec, pour le développement de l'agriculture, et pour établir et maintenir une exposition agricole et industrielle dans toutes ses branches, sous le nom de "The Saint Francis Live Stock Association Company", avec un fonds social de trois mille piastres (\$3,000), divisé en six cents (600) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-troisième jour d'août 1897.

JOS. BOIVIN,
Assistant secrétaire.

3733

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du seizième jour de septembre courant, incorporant Edson L. Pease, banquier; Benjamin Hallowell Brown, Gérant d'Assurance; Thomas J. Drummond, manufacturier; Arthur A. Browne, médecin; George E. Drummond, manufacturier; William M. Doull, manufacturier; James T. McCall, manufacturier, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

D'acheter, louer ou acquérir autrement cette propriété immobilière, située dans le comté de Chambly, dans la Province de Québec, et connue comme le Domaine Saint-Bruno, avec les bâtisses sus-érigées et toutes ses appartenances, d'y ouvrir et entretenir des chemins et rues; de construire et entretenir des aqueducs et de fournir l'eau aux résidents du dit Domaine et à autres; d'ériger et entretenir un édifice avec un matériel nécessaire pour fournir l'électricité, pour chauffage, lumière ou pouvoir aux résidents du dit Domaine et ailleurs; de construire ériger, mettre en opération, entretenir, louer, vendre et disposer des cottages, maisons, maisons de clubs, hôtels, étables, moulins et autres constructions sur la dite propriété; de construire et faire des travaux sur la dite propriété pour manufacturer et fournir le gaz pour éclairage et chauffage; de fournir un système de drainage et d'égouts pour le dit Domaine; de disposer et de préparer toute partie du dit Domaine comme un parc, jardin ou terrains pour récréation et amusement; de le vendre, louer hypothéquer ou aucune partie d'icelui aux membres de la dite Association ou à d'autres personnes aux termes et conditions que l'Association jugera à propos; de faire des règlements concernant les lacs et forêts sur le dit Domaine au sujet de la chasse et de la pêche; et dans ce but d'employer des gardes chasse, des gardes forestiers et des gardes de pêche, tels règlements ne devant pas être contraires aux lois de pêche et de chasse de la Province de Québec, et en général de faire toutes autres affaires et choses nécessaires pour parvenir aux fins susdites, sous le nom de "The Mount Bruno Association", avec un fonds social de cinquante mille

(\$25,000) divided into two hundred and fifty (250) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty-first day of September, 1897.

JOS. BOIVIN,
Assistant secretary.

3740

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act" letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August instant, incorporating John Henry Taylor, farmer; Charles Nixon Reade, farmer; Alton Hodge, farmer; Henry Herbert Rogers, farmer, all of the township of Eaton; William Henry Learned, accountant; Louis Joseph Damase Gauthier, gentleman, both of the town of Cookshire, and Lockhart Rand Willard, of the village of East Angus, hotelkeeper, all of the county of Compton, in the province of Quebec, for the development of agriculture and the establishing and maintenance of agriculture and industrial exhibitions in all its branches, by the name of "The Saint Francis Live Stock Association Company", with a total capital stock of three thousand dollars (\$3000), divided into six hundred (600) shares of five dollars (\$5) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty-third day of August, 1897.

JOS. BOIVIN,
Ass. secretary.

3734

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued, under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September instant incorporating Edson L. Pease, Banker; Benjamin Hallowell Brown, Insurance Manager; Thomas J. Drummond, manufacturer; Arthur A. Browne, physician; George E. Drummond, manufacturer; William M. Doull, manufacturer; James T. McCall, manufacturer; all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, lease or otherwise acquire that certain immoveable property, situate in the county of Chambly, in the province of Quebec, and known as the domaine Saint Bruno, with the buildings thereon erected and all the appurtenances thereof; thereon to build and maintain roadways and streets, to construct and maintain water works and to supply water to the residents on the said domain and to others; to erect and maintain an electric light plant to supply electricity for the purposes of heat, light or power to the residents of the said domain and elsewhere; to construct, erect, operate and maintain and to lease, sell, and dispose of cottages, houses, club houses, hotels, stables, mills and other structures on the said property; to construct and erect works on the said estate for the manufacture and supply of gas for the purposes of light and fuel; to provide a drainage and sewerage system for the said domain; to lay out and prepare any portion of the said domain as a park, garden or grounds for recreation and amusement; sell, lease or hypothecate the same or any portion thereof to members of the said Association or to others on such terms and conditions as to the Association may seem proper; to make rules and regulations respecting the lakes and forests on the said domain, and respecting the fish and game therein and thereupon, and for that purpose to employ gamekeepers, foresters and fish wardens, such rules and regulations not to be inconsistent with the Fish and Game Laws of the Province of Quebec, and generally to do all such other matters and things as are necessary or incidental to the attainment of the foregoing objects or any of them by the same of "The Mount Bruno

piastres (\$50.000) divisé en cinq cents (500) actions de la valeur au pair de cent piastres (\$100) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-unième jour de septembre 1897.

3737

JOS. BOIVIN,
Assistant-secrétaire.

Avis de Faillites

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
Dans l'affaire de E. de Longchamps, jnr., Montréal,
Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé sur le produit des biens-meubles et immeubles, et sera sujet à contestation jusqu'au 15 octobre 1897.

AMEDEE LAMARCHE,
MICHEL BENOIT,
Curateurs-conjoints.

No 1709, rue Notre-Dame.
Montréal, 25 septembre 1897. 3729

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
Dans l'affaire de C. W. Henderson, de Montréal,
Failli.

Avis est par le présent donné, en vertu de l'article 770 du code de procédure civile, que, ce jour, je, John McD. Hains, de Montréal, comptable incorporé, par ordre de la dite cour, ai été nommé curateur des biens et effets, meubles et immeubles du dit failli dans cette affaire, abandonné par lui pour le bénéfice de ses créanciers, lesquels sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant moi, dans mon bureau, bâtisses Fraser, 43, rue Saint-Sacrement, Montréal, sous trente jours.

JOHN McD. HAINS,
Curateur.
3723

Montréal, 23 septembre 1897.

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
No 336.

La succession James McLaren vs. Marshall Brooks,
Insolvent.

Avis est donné que le 20 septembre 1897, le sousigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit Marshall Brooks, cultivateur, du canton de Lowe, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

F. ALBERT LABELLE, N. P.,
Curateur.

Hull, P. Q., 22 septembre 1897. 3735

Association", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000) divided into five hundred (500) shares of the par value of one hundred dollars (\$100) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty-first day of September, 1897.

3738

JOS. BOIVIN,
Assistant secretary.

Bankrupt Notices

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
In the matter of E. de Longchamps, jnr, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter on the proceeds of the moveable effects and immoveables, and will be open to contestation up to the 15th October, 1897.

AMEDEE LAMARCHE,
MICHEL BENOIT,
Joint curators.

No. 1709, Notre-Dame street.
Montreal, 25th September, 1897. 3730

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
In the matter of C. W. Henderson, of Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given in pursuance of article 770 of the code of civil procedure, that, on this day, I, John McD. Hains, of Montreal, chartered accountant, was by order of the said court, appointed to be curator to the property and effects, real and personal of the said insolvent in this matter, abandoned by him for the benefit of his creditors, who are hereby notified to file their claims with me, at my office, Fraser buildings, 43, Saint Sacrament street, Montreal, within a delay of thirty days.

JOHN McD. HAINS,
Curator.
3724

Montreal, 23rd September, 1897.

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
No. 336.

The estate James McLaren vs. Marshall Brooks,
Insolvent.

Notice is hereby given that on the 20th September 1897, the undersigned has been named by an order of the court, curator to the estate of Marshall Brooks, of Lowe, farmer, who assigned for the benefit of his creditors.

Claims must be filed in my office within thirty days.

F. ALBERT LABELLE, N. P.,
Curator.

Hull, P. Q., 22nd September, 1897. 3736

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 39

Index of the Quebec Official Gazette, No. 39

	Pages
ANNONCEURS :	
<i>Avis aux :</i>	
Concernant avis, etc.....	2203
BILLS PRIVÉS, P. Q. :	
<i>Avis au sujet des :</i>	
Assemblée législative.....	2207
Conseil législatif.....	2206
DEMANDES A LA LÉGISLATURE :	
Amender, charte de la cité des Trois-Rivières.....	2209
Sorel, cité de, amendements à sa charte.....	2209
Incorporer la Cie de Téléphone de Beauce.....	2210
ERRATUM :	
Au lieu de Augustin Dupuis et Joseph Pelletier, lisez Auguste Dupuis et George Pelletier.....	2209
F ULLS :	
Bonin.....	2215
Boutin.....	2216
Bresse & Cie.....	2215
Canadian Trading & Shipping Co.....	2214
Delongchamps.....	2239
Desjardins.....	2214
End, Metayer & Cie.....	2215
Fox.....	2215
Gagnon <i>et al.</i>	2216
Henderson.....	2239
MacLaren.....	2239
Martel.....	2215
Pelletier.....	2215
Prozesky.....	2214
Talbot.....	2214
Tremblay <i>et al.</i>	2216
HULL ELECTRIC Co :	
Assemblée des actionnaires.....	2213
LETTRES PATENTES ÉMISSES :	
Saint Lawrence Portland Cement Company.....	2237
The Central Quebec Gold Fields Company.....	2237
The Mount Bruno Association.....	2238
The Saint Francis Live Stock Association Company.....	2238
LETTRES PATENTES, DEMANDE DE :	
The Gilbert Beauce Gold Mining Co.....	2211
The William Drysdale Company.....	2212
LIQITATION :	
Dme Samson <i>et al</i> vs. Soucy <i>et al.</i>	2216
MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT :	
Par V. Morin, des minutes de O. Marin, F. Durand et C. F. Papineau.....	2206
NOMINATIONS :	
<i>Commissaires d'écoles :</i>	
Greenville.....	2203
Saint André d'Acton.....	2203

	Pages
ADVERTISERS :	
<i>Notice to :</i>	
Respecting notices, &c.....	2203
PRIVATE BILLS, P. Q. :	
<i>Notice Respecting the :</i>	
Legislative Assembly.....	2207
Legislative Council.....	2206
APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :	
To amend, charter of the city of Three-Rivers.....	2209
Sorel, city of, amendments to its charter.....	2209
Incorporate the Cie de Téléphone de Beauce.....	2210
ERRATUM :	
Instead of Augustin Dupuis and Joseph Pelletier, read Auguste Dupuis and George Pelletier.....	2209
INSOLVENTS :	
Bonin.....	2215
Boutin.....	2216
Bresse & Co.....	2215
Canadian Trading & Shipping Co.....	2214
Delongchamps.....	2239
Desjardins.....	2214
End, Metayer & Co.....	2215
Fox.....	2215
Gagnon <i>et al.</i>	2216
Henderson.....	2239
MacLaren.....	2239
Martel.....	2215
Pelletier.....	2215
Prozesky.....	2214
Talbot.....	2214
Tremblay <i>et al.</i>	2216
HULL ELECTRIC Co :	
Meeting of shareholders.....	2213
LETTERS PATENT GRANTED :	
Saint Lawrence Portland Cement Company.....	2237
The Central Quebec Gold Fields Company.....	2237
The Mount Bruno Association.....	2238
The Saint Francis Live Stock Association Company.....	2238
LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :	
The Gilbert Beauce Gold Mining Co.....	2211
The William Drysdale Company.....	2212
LIQITATION :	
Dme Samson <i>et al</i> vs. Soucy <i>et al.</i>	2216
MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR :	
By V. Morin, of the minutes of O. Marin, F. Durand and C. F. Papineau.....	2206
APPOINTMENTS :	
<i>School Commissioners :</i>	
Greenville.....	2203
Saint André d'Acton.....	2203

Commissaires pour décision sommaire :

Sainte-Julie de Somerset	2236
Ham Nord.....	2236

Syndic d'écoles :

Cox.....	2204
Eastman.....	2204

PROCLAMATION :

Convocation des Chambres <i>pro forma</i>	2204
--	------

RATIFICATION :

<i>Ex parte</i> , Beaudoin.....	2217
---------------------------------	------

SÉPARATION DE BIENS :

Dme Audibert vs. Vézina.....	2210
Dme Beaufoy vs. Baylis.....	2211
Dme Bélanger vs. Lalonde.....	2211
Dme Bondy vs. Sauvageau.....	2210
Dme Bourque vs. Préfontaine.....	2210
Dme Dagenais vs. Corbeil.....	2213
Dme Jobin vs. Bresse.....	2210
Dme Leguerrier vs. Gratton.....	2211
Dme Luneau vs. Bécotte.....	2212
Dme Madden vs. Denney.....	2212
Dme Neville vs. Boyle.....	2210
Dme Parizeau vs. Leveillé.....	2213
Dme Roy vs. Toupin.....	2212

TERRES DE LA COURONNE :

Avis de cancellation, etc. :

Canton Cranbourne.....	2205
Canton Dablon.....	2205
Canton Fleurian.....	2236
Canton Hocquart.....	2205
Canton Macpès.....	2236
Canton Maria.....	2205
Canton Ristigouche.....	2236
Aldfield.....	2205
Aston.....	2237
Maddington.....	2236
Ponsonby.....	2205

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA :

Fréchette et al vs. Mayhuc.....	2218
---------------------------------	------

BEAUCHE :

Coulombe vs. Bureau.....	2219
--------------------------	------

BEAUXHARNOIS :

Normandeau vs. Hood et al, esql.....	2219
--------------------------------------	------

GASPÉ :

Savage vs. Boudreau.....	2220
--------------------------	------

ISERVILLE :

Choignière vs. Raymond.....	2220
-----------------------------	------

JOLIETTE :

Bostwick vs. Desmarais.....	2221
Rondeau vs. Guibeau.....	2221
Rondeau vs. Brouillette.....	2222

KAMOURASKA :

Bélanger vs. Pinet.....	2223
The People's Bank vs. Gagnon.....	2222

Commissioners for summary trial :

Sainte Julie of Somerset.....	2236
Ham North.....	2236

School trustees :

Cox.....	2204
Eastman.....	2204

PROCLAMATION :

Parliament convoked <i>pro forma</i>	2204
--	------

RATIFICATION :

<i>Ex parte</i> , Beaudoin.....	2217
---------------------------------	------

SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Audibert vs. Vézina.....	2210
Dme Beaufoy vs. Baylis.....	2211
Dme Belanger vs. Lalonde.....	2211
Dme Bondy vs. Sauvageau.....	2210
Dme Bourque vs. Préfontaine.....	2210
Dme Dagenais vs. Corbeil.....	2213
Dme Jobin vs. Bresse.....	2210
Dme Leguerrier vs. Gratton.....	2211
Dme Luneau vs. Bécotte.....	2212
Dme Madden vs. Denney.....	2212
Dme Neville vs. Boyle.....	2210
Dme Parizeau vs. Leveillé.....	2213
Dme Roy vs. Toupin.....	2212

CROWN LANDS :

Notice of cancellation, etc. :

Canton Cranbourne.....	2205
Canton Dablon.....	2205
Canton Fleurian.....	2236
Canton Hocquart.....	2205
Canton Macpès.....	2236
Canton Maria.....	2205
Canton Ristigouche.....	2236
Aldfield.....	2205
Aston.....	2237
Maddington.....	2236
Ponsonby.....	2205

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :

Fréchette et al vs. Mayhuc.....	2218
---------------------------------	------

BEAUCHE :

Coulombe vs. Bureau.....	2219
--------------------------	------

BEAUXHARNOIS :

Normandeau vs. Hood et al, esql.....	2219
--------------------------------------	------

GASPÉ :

Savage vs. Boudreau.....	2220
--------------------------	------

ISERVILLE :

Choignière vs. Raymond.....	2220
-----------------------------	------

JOLIETTE :

Bostwick vs. Desmarais.....	2221
Rondeau vs. Guibeau.....	2221
Rondeau vs. Brouillette.....	2222

KAMOURASKA :

Bélanger vs. Pinet.....	2223
The People's Bank vs. Gagnon.....	2222

MONTREAL :

Bank of British North America vs. Trudel	2229
Bissonnette vs. Desnoyers	2225
Carroll vs. Irvine	2228
Charbonneau vs. Legault	2225
Dme Bouchard et al vs. Laplante	2228
Dme Rouillard vs. Archambault	2224
Gnaedinger et al vs. Henderson, esq.	2227
Racine et al faillis	2226
Seguin vs. Seguin, fils	2227
Simard vs. Desmarreau	2226
The Pension Fund Society of the Bank of Montreal vs. Graham	2225

OTTAWA :

Dme Lavoie vs. Desrosiers	2230
---------------------------	------

PONTIAC :

Murray et al vs. Ryan	2230
-----------------------	------

QUÉBEC :

Dme Thivierge et vir vs. Cinq-Mars	2231
------------------------------------	------

RICHMOND :

Larivière vs. Larivière	2232
Rev. Messire Désorcy vs. Proulx	2231

SAGUENAY :

Gauthier et al vs. Gauthier et al	2232
-----------------------------------	------

SAINT-FRANÇOIS :

Cruikshanks vs. Goff	2235
Jacques vs. Grégoire	2234
La Banque Nationale vs. Willard et al	2233
La fonderie de Plessisville vs. Brulotte	2233
Robertson vs. Irvine	2234
The Sherbrooke Loan & Mortgage Co. vs. Gibb Robertson	2234

TERREBONNE :

Lafleur vs. Despatie	2235
----------------------	------

MONTREAL :

Bank of British North America vs. Trudel	2229
Bissonnette vs. Desnoyers	2225
Carroll vs. Irvine	2228
Charbonneau vs. Legault	2225
Dme Bouchard et al vs. Laplante	2228
Dme Rouillard vs. Archambault	2224
Gnaedinger et al vs. Henderson, esq.	2227
Racine et al Insolvents	2226
Seguin vs. Seguin, fils	2227
Simard vs. Desmarreau	2226
The Pension Fund Society of the Bank of Montreal vs. Graham	2225

OTTAWA :

Dme Lavoie vs. Desrosiers	2230
---------------------------	------

PONTIAC :

Murray et al vs. Ryan	2230
-----------------------	------

QUÉBEC :

Dme Thivierge et vir vs. Cinq-Mars	2231
------------------------------------	------

RICHMOND :

Larivière vs. Larivière	2232
Rev. Messire Désorcy vs. Proulx	2231

SAGUENAY :

Gauthier et al vs. Gauthier et al	2232
-----------------------------------	------

SAINT-FRANÇOIS :

Cruikshanks vs. Goff	2235
Jacques vs. Grégoire	2230
La Banque Nationale vs. Willard et al	2233
La fonderie de Plessisville vs. Brulotte	2233
Robertson vs. Irvine	2234
The Sherbrooke Loan & Mortgage Co. vs. Gibb Robertson	2234

TERREBONNE :

Lafleur vs. Despatie	2235
----------------------	------